



MONDE

Israël libère 256 Palestiniens
Page A 7



FRANCOFOLIES

Malajube et Karkwa, 3 par 3
Page E 1

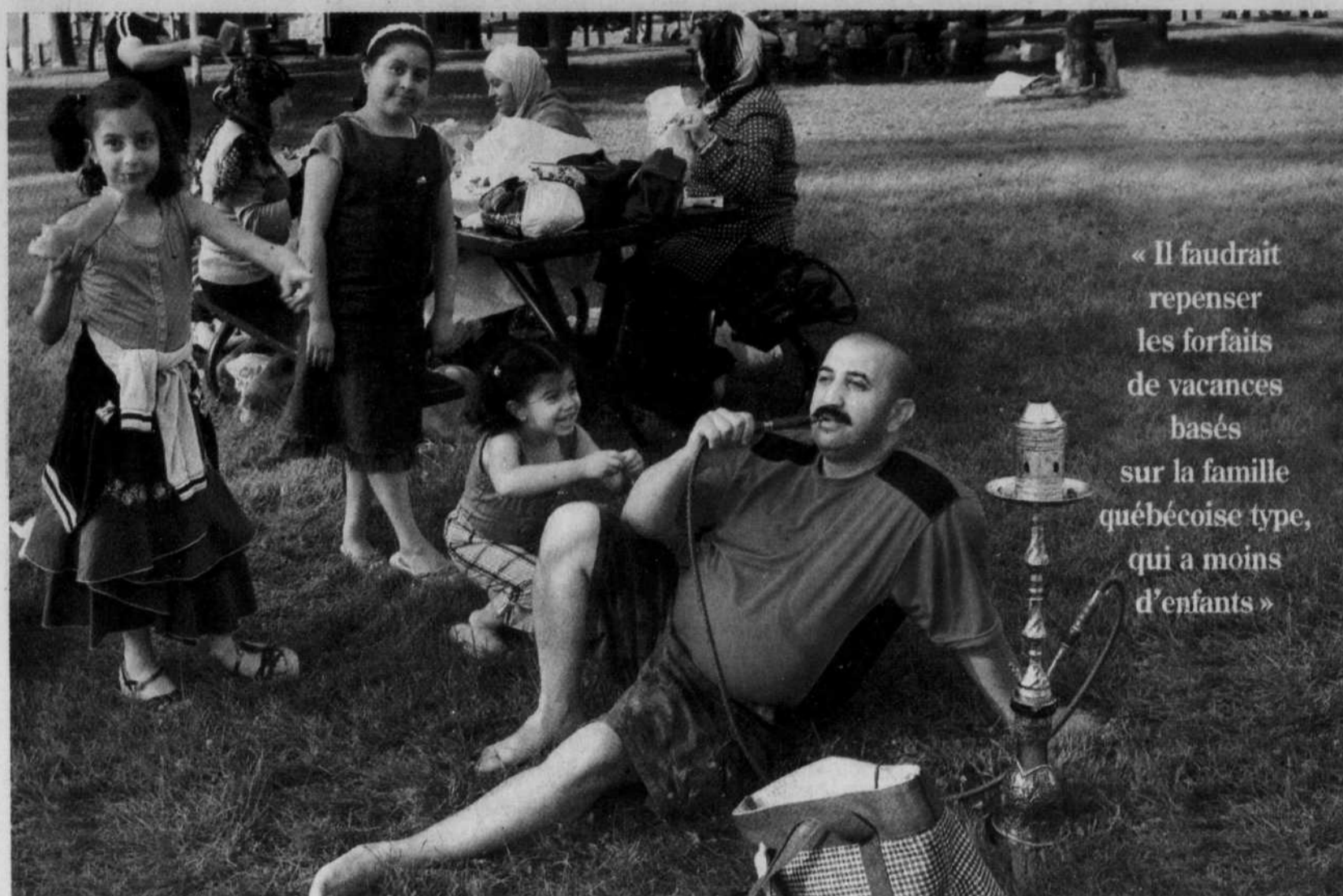
www.ledevoir.com

LE DEVOIR

Vol. XCVIII N° 162

LES SAMEDI 21 ET DIMANCHE 22 JUILLET 2007

2,20\$ + TAXES = 2,50\$



« Il faudrait repenser les forfaits de vacances basés sur la famille québécoise type, qui a moins d'enfants »

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Le Chili en furie

Des échauffourées en demi-finale de la coupe U-20 virent à l'incident diplomatique

GUILLAUME BOURGULT-CÔTÉ

L'après-match mouvementé qui a suivi la demi-finale de la Coupe du monde U-20 disputée jeudi soir à Toronto connaît maintenant une prolongation inattendue. Hier, la présidente du Chili, Michelle Bachelet, a demandé au Canada qu'une enquête soit ouverte pour expliquer «une agression clairement injustifiée» de la police torontoise contre les joueurs chiliens.

De l'arène sportive, le tournoi est donc passé hier dans la sphère politique et diplomatique. La présidente Bachelet a indiqué que les «faits sont assez graves» (El Mercurio, le plus grand quotidien national, parlait à sa une d'«incidents scandaleux») pour justifier l'envoi d'une note diplomatique entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays.

«J'ai demandé au ministre [Alejandro Foxley] qu'il sollicite une enquête permettant de faire la lumière sur tous les événements, a déclaré Mme Bachelet, selon ce que rapportait hier le site Web du journal chilien La Nación. Il nous semble que ce qui est arrivé à nos jeunes n'aurait pas dû arriver et le gouvernement sera extrêmement clair à ce sujet.»

M. Foxley a confirmé plus tard en conférence de presse qu'il avait envoyé une lettre à Peter MacKay. «Vous ne pouvez pas traiter ainsi des gens envoyés pour représenter le Chili dans un événement sportif», a-t-il mentionné à la presse chilienne. Il a toutefois précisé que c'est avec la police de Toronto qu'il y avait un problème et non avec le gouvernement canadien.

VOIR PAGE A 8: CHILI



DOMINIC EBENBICHLER REUTERS

L'arbitre Wolfgang Stark et ses juges de ligne ont été escortés par des policiers torontois, à la fin du match tumultueux Chili-Argentine.

Le balconville des néo-Québécois

Les communautés culturelles boudent les vacances en région. L'industrie touristique se croise les bras.

Au Québec, l'image d'une immigration qui demeure essentiellement concentrée à Montréal ne vaut pas seulement pour le lieu de résidence. En matière de tourisme aussi, les communautés culturelles sont absentes des régions de la province. Malgré ce constat, on tarde à prendre des mesures pour corriger la situation. Pourtant, si cette absence se prolonge, elle nuira gravement à l'industrie touristique québécoise.

ALEXANDRE SHIELDS

«Le Québec, c'est une cordialité toute simple, une authenticité sans compromis et l'intensité à portée de main!», claironne fièrement le site Bonjour Québec, portail touristique officiel du gouvernement du Québec. Le portrait qu'on y trace a beau être idyllique, il n'arrive absolument pas à séduire les com-

munités culturelles de la province et à les convaincre de visiter ce «lieu unique en terre d'Amérique».

Une simple tournée des associations touristiques régionales (ATR) permet de constater que l'ensemble des régions du Québec — la Vieille Capitale dans une moindre mesure — sont boudées lorsque vient le temps sacré des vacances.

Partout on note leur extrême rareté, voire leur absence totale. «On sait que c'est un bon marché à

atteindre, mais on sait aussi qu'en ce moment, on ne va pas les chercher par nos stratégies de marketing», dit ainsi Lina Racine, de l'ATR de Charlevoix. «Je vous dirais que ce n'est pas une clientèle qui vient beaucoup chez nous», affirme pour sa part Danie Béliveau, de Tourisme Cantons-de-l'Est. «On reçoit beaucoup de touristes étrangers, comme des Japonais, par exemple, mais peu de gens de la communauté japonaise [du Québec]», souligne-t-elle à titre d'exemple.

«On ne sait pas si les gens des communautés minoritaires de Montréal sont présents chez nous», avoue également Maxime St-Laurent, responsable de la promotion et chargé de projet à l'Association du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

VOIR PAGE A 8: NÉO-QUÉBÉCOIS

AÉROPORTS

Passeport pour la patience

Les passagers d'avion ont subi en juin l'un des pires mois en ce qui concerne le nombre de retards et de vols annulés en Amérique du Nord. La cause en aurait été le nombre exceptionnellement élevé d'orages sur le continent. Beau temps, mauvais temps, le problème semble toutefois en voie de s'aggraver partout sur le globe avec l'augmentation de la congestion des grands aéroports et la gestion de plus en plus serrée des vols par les compagnies.

■ À lire en page C 1

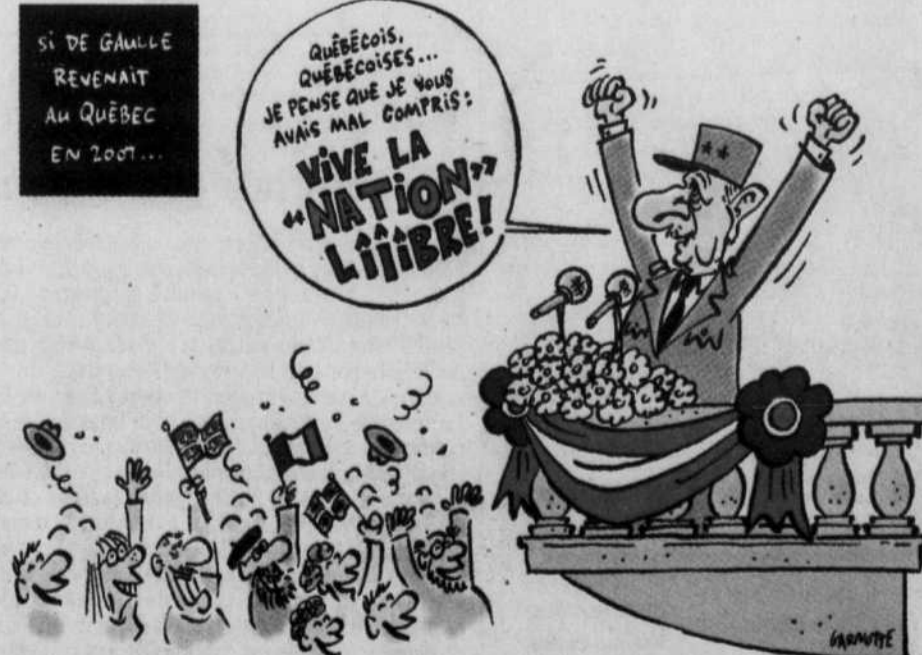


REUTERS

INDEX

| | | | |
|-------------------|----|------------------|----|
| Actualités..... | A2 | Historique..... | B6 |
| Annonces..... | C7 | Idées..... | B5 |
| Avis publics...C6 | | Monde..... | A7 |
| Bourse..... | C2 | Mots croisés..D5 | |
| Carrières..... | C5 | Météo..... | C6 |
| Décès..... | C7 | Perspectives..B1 | |
| Économie..... | C1 | Sports..... | C7 |
| Éditorial..... | B4 | Sudoku..... | C6 |

De Gaulle et sa célèbre déclaration, 40 ans plus tard



Boulevé par l'accueil délirant de Montréal, le général de Gaulle criait du haut du balcon de l'Hôtel de ville, le 24 juillet 1967, sa phrase la plus célèbre de ce côté-ci de l'Atlantique. «Vive le Québec libre!» a 40 ans. Et après?

BRIAN MYLES

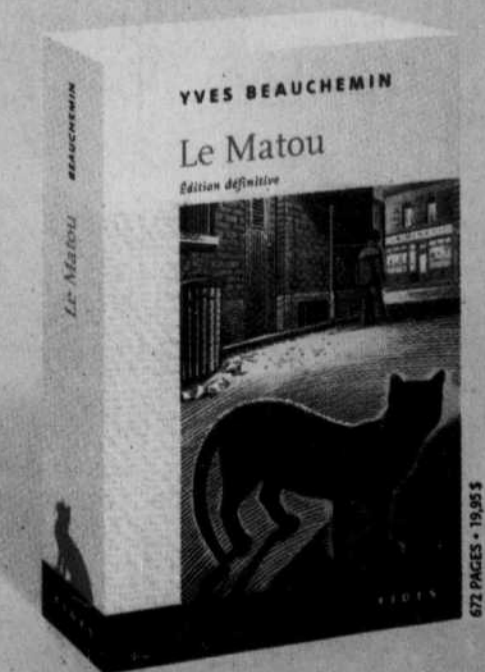
En juillet 1967, bien des Québécois se considéraient encore comme des Canadiens français. René Lévesque n'avait pas encore quitté le Parti libéral, Daniel Johnson père avait remporté son élection

sur le thème «Égalité ou indépendance» et les partis indépendantistes récoltaient moins de 9 % des suffrages. C'est dans ce contexte que le général Charles de Gaulle débarquait pour une tournée triomphale en ces terres françaises d'Amérique.

La visite du chef de l'Etat français, sous le prétexte de l'Expo 67, était minutieusement planifiée, à commencer par son arrivée. Pour éviter de passer au préalable par la capitale fédérale, de Gaulle avait refusé de prendre l'avion. Il était venu en bateau, à bord du Colbert, pour être ainsi «forcé» d'arriver par la ville de Québec, le matin du 23 juillet.

SUITE EN PAGE A 6

L'édition définitive



YVES BEAUCHEMIN
Le Matou

FIDES 70ans de bonnes lectures www.editionsfides.com

LES ACTUALITÉS



Le fantôme du Parlement

Quand l'été chauffe les trottoirs, qu'on a joué les touristes, fréquenté les festivals, plongé dans les piscines et flâné aux terrasses, que reste-t-il pour encore apprécier la ville et même s'en étonner? Des coins inexplorés, des gens méconnus, des activités inusitées. De Montréal, Ottawa et Québec, nos journalistes vous font part de ce qu'ils ont déniché.

HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — À chaque heure, sa demie et ses quarts, les cloches du parlement se rappellent à notre bon souvenir. Si, mi fa dièse, sol dièse, chantent-elles dans ces mélodies dites de «Westminster» si caractéristiques des institutions britanniques. Le bourdon boucle la mesure de son mi grave, puis c'est le silence. Pourtant, des cloches, il y en a bien plus dans le carillon de la Tour de la paix, à Ottawa: 53. Pour les entendre toutes, il faut se rendre sur la colline à l'heure du dîner, quand Gordon Slater, le carillonneur officiel du Dominion, donne son concert. Bienvenue dans le monde du fantôme du parlement.

L'antre de Gordon Slater est minuscule. La pièce close au plafond bas peut au mieux accueillir cinq personnes assises, en plus du musicien... et du clavier de son instrument. Sorte de quartier général juché dans la Tour de la paix, un ascenseur y aboutit directement. Les murs sont aveugles, ou presque. Quatre fenêtres donnent sur une cage de béton et d'acier où se trouvent les cloches: 47 au-dessus de nos têtes, et six en dessous, les plus grosses et les plus graves, dont le fameux bourdon de 10 090 kg.

Plusieurs l'ignorent, mais le carillon du parlement n'est pas actionné par un quelconque ordinateur. Le mécanisme horloger s'occupe certes de sonner les heures, mais le carillonneur est celui qui donne vie à l'instrument de musique, composé de 53 cloches de bronze accordées, au moment de leur fabrication en 1925-27, pour produire chacun des 12 tons de la gamme sur quatre octaves et demi.

Gordon Slater, grand et maigrelet, s'installe sur sa banquette de près de deux mètres devant son clavier. Il dispose ses partitions devant lui, retire son veston, enfle ses gants de jardinage, ferme les poings. Puis il se met à frapper avec force les touches, des tiges de bois cylindriques qui saillent à l'horizontale et s'actionnent en les abaissant d'un coup de phalange du petit doigt. Exceptionnellement, pour jouer des accords, le carillonneur ouvre les mains et écarte les doigts. Le reste du temps, ce sont ses pieds qui donnent un coup de main, actionnant les 29 pédales reliées aux cloches les plus sollicitées.

Le carillonneur est ainsi écartelé sur sa banquette, les quatre membres étendus vers les confins de ses claviers, les muscles des avant-bras tendus. Le musicien a chaud, en témoigne un climatiseur qui fonctionne de plus en plus et qui congèle les spectateurs privilégiés à mesure que le concert avance. «Quand j'ai



Gordon Slater, le carillonneur officiel du Dominion, frappe avec force les touches, des tiges de bois qui saillent à l'horizontale et s'actionnent en les abaissant d'un coup de phalange du petit doigt.

terminé un spectacle d'une heure, je retourne à la maison. Je suis vidé», confie-t-il.

Mais la pièce exige s'emplir surtout du son de la vieille mécanique usée du clavier. Les cliquetis des fils métalliques, le fracas des touches de bois, le vrombissement des ressorts couvrent presque entièrement la mélodie du carillon. «Le clavier devrait être silencieux, avoue M. Slater entre deux pièces de son récital. Celui-ci a besoin d'être changé.»

M. Slater a, comme tout bon fils de musicien, commencé ses leçons de piano à l'âge de quatre ans. A sept ans, il accompagne son père James, qui était le carillonneur attitré de la Metropolitan United Church de Toronto. Le coup de foudre est immédiat. «C'est le seul instrument de musique acoustique que l'on peut jouer pour des milliers de personnes à la fois. Il n'y a pas besoin d'amplification. Le son est direct.» Il jouera sur trois des 11 carillons du Canada avant de devenir le joueur attitré de celui du parlement, le seul poste à temps plein qui soit rémunéré au pays.

L'homme, sarcastique, n'aime pas beaucoup l'idée d'être ainsi un employé de l'État, et accumule les

blagues décapantes sur le peu de considérations artistiques qui animent les responsables des édifices du parlement. Qu'importe, il se sent «privilegié» d'occuper ce poste, et cela depuis maintenant 30 ans. «C'est un grand honneur», dit-il.

Gordon Slater n'est que le quatrième carillonneur du «Dominion» (il refuse qu'on remplace ce mot suranné par Canada). Le premier, Percival Price, a éterné le carillon, installé le 1er juillet 1927, pour souligner l'Armistice de 1918. Le parlement devait se doter d'un autre beffroi, le précédent ayant été détruit dans un incendie dramatique en 1916. À l'occasion de l'inauguration, les premières notes jouées furent celles de l'hymne national du Canada. La cérémonie a fait l'objet de ce qu'on considère comme la première émission radiophonique diffusée en direct à travers tout le pays.

Gordon Slater, qui a personnellement connu ses trois prédécesseurs, occupe le poste de carillonneur depuis 1977. Il joue aussi le basson et le contre-basson à l'Orchestre symphonique d'Ottawa. L'art de carillonneur n'est pas en perte de vitesse, assure notre homme. La Guilde des carillonneurs d'Amérique du Nord

compte environ 500 membres et des écoles existent un peu partout en Europe. Gordon Slater est lui-même invité à jouer à l'étranger tandis que des carillonneurs invités viennent tâter de l'instrument parlementaire.

L'homme apprécie visiblement la visite de la journaliste et du photographe, prenant son temps entre chaque pièce pour expliquer l'origine de celle-ci ou quelques anecdotes. Il aimerait surtout que son travail soit davantage connu. Sa marotte: installer une caméra vidéo dans la salle du clavier pour que les amoureux venus l'écouter plus bas puisse le voir en action. «Mais évidemment, cela coûterait au moins 30 \$ et ferait exploser le budget», lance-t-il. Et il ne pourrait peut-être plus ponctuer ses pièces de cris («hé!») et de grimaces comme il le fait maintenant...

En juillet et août, le carillonneur du parlement à Ottawa présente une programmation musicale d'une heure, tous les jours de semaine entre 14 et 15 heures. Le reste de l'année, il joue 15 minutes, à midi, la plupart des jours de semaine.

Le Devoir

CONCOURS

LE DEVOIR

en collaboration avec

SOLBEC

TOURS INC.

SWISS Swiss International Air Lines

UNE CHANCE DE GAGNER UN VOYAGE POUR DEUX AU GOLFE DE SALERNE EN ITALIE

CAMPAGNE

EXCLUSIVITÉ SOLBEC

Grand Hôtel Santa-Maria

Hôtel Sonia

Le voyage inclut : 6 nuits d'hébergement, vol aller-retour Mi/Rome, location de voiture 6 jours. Non inclus : frais de service et taxes d'aéroport. Voyage basé sur la disponibilité des départs selon les brochures d'été 2007 et hiver 2008. Valeur de 4100\$.

Maggiore National Car Rental

WWW.SOLBECTOURS.COM

Voir forfait longs séjours «Italie»

À SURVEILLER DANS LE DEVOIR DÈS LE 23 JUILLET

L'exode des Québécois se poursuit

CLAIRANDRÉE CAUCHY

L'exode des Québécois vers d'autres provinces s'accroît depuis un an et demi, selon des données de Statistique Canada analysées par l'Association d'études canadiennes.

Le Québec a perdu 12 619 citoyens au profit des autres provinces en 2006, comparativement à 4874 en 2005, à 3297 en 2004 et à seulement 218 en 2003. La différence entre le nombre de citoyens qui ont quitté d'autres provinces pour s'établir au Québec et le nombre de Québécois partis vivre dans le reste du Canada s'approche des périodes d'exode massif connues dans les années 1990 ou 1970, selon le président de l'Association d'études canadiennes, Jack Jedwab.

La tendance observée entre 2005 et 2006 semble se confirmer lorsqu'on considère les premiers mois de 2007, alors que le bilan de la migration interprovinciale semble encore plus déficitaire qu'au cours des premiers mois de 2006.

«Cela se produit alors que l'économie québécoise va plutôt bien, mais l'économie albertaine va encore mieux. [...] L'Alberta attire beaucoup de Québécois», constate M. Jedwab. En analysant les données, il a constaté que 25 % de ceux qui quittaient la Belle Province se rendaient vers celle de l'or noir, alors que cette proportion n'était que de 10 % il y a cinq ans. La moitié des exilés ont opté pour l'Ontario en 2006,

comparativement aux trois quarts en 2001.

M. Jedwab soupçonne par ailleurs que cet exode puisse aussi être attribuable à la possibilité que plusieurs nouveaux arrivants immigreront au Québec pour ensuite se déplacer vers d'autres provinces. C'est que les périodes où on constate des hausses du nombre de départs vers d'autres provinces coïncident avec celles où on enregistre des niveaux plus importants d'immigration au Québec.

Selon les données épluchées par l'Association des études canadiennes, on observe également une diminution du nombre d'immigrants dans les villes cosmopolites de Toronto et de Vancouver alors que des villes de plus petites tailles attirent davantage d'immigrants, comme Winnipeg, Saskatoon, Halifax ou encore Charlottetown. Le flux d'immigrants semble toutefois stable pour ce qui est de Montréal. Des villes comme Sherbrooke ou Trois-Rivières ont connu une augmentation significative du nombre de nouveaux arrivants; celui-ci a doublé à Sherbrooke entre 1997 et 2006 (pour un total de 1087) et presque quadruplé à Trois-Rivières (pour un modeste total de 327).

«Les efforts pour attirer des immigrants en région semblent avoir porté fruits. Il reste maintenant à savoir si ces villes seront capables de retenir les immigrants», fait observer M. Jedwab.

Le Devoir

EN BREF

Une autre lune pour Saturne

Paris — Une soixantième lune a été découverte dans l'orbite de Saturne, provisoirement appelée «Frank», a annoncé hier l'Agence spatiale européenne (ESA). Le 60^e satellite de Saturne, la deuxième plus grosse planète du système solaire, a été détecté par une équipe dirigée par Carl Murray, de l'Université de Londres, à partir d'images prises par la sonde Cassini. La nouvelle lune est apparue pour la première fois comme une simple tache sur les images prises par la sonde le 30 mai. «Je regardais les images dans la région des lunes Methone et Pallene quand quelque chose a accroché mon regard», explique Carl Murray dans le communiqué de l'ESA. Après cette détection initiale, l'équipe scientifique a recherché la trace de la nouvelle lune sur d'anciennes prises de vue de la sonde réalisées entre 2004 et 2007. Frank fait environ deux km de diamètre, et elle est essentiellement constituée de roche et de glace, comme la plupart de ses voisines. Frank est un nom provisoire, en attendant le baptême officiel par l'Union astronomique internationale, basée à Paris. — AFP

Une nouvelle piste

Arlington, Texas — Il pourrait y avoir de nouveaux développements relativement à l'enlèvement et au meurtre d'une fillette survenu il y a 11 ans, qui avaient mené à la mise sur pied du système d'alerte Amber. Un petit espace dédié à sa mémoire est toujours préservé près d'un stationnement à Arlington, au Texas, le dernier endroit où la petite Amber Ha-

german, neuf ans, avait été vue vivante, le 13 janvier 1996. Elle se promenait à bicyclette lorsqu'un homme l'avait empoignée et l'avait emmenée dans une camionnette noire, sous les yeux d'un témoin. Son corps avait été retrouvé quatre jours plus tard. L'affaire n'avait jamais été résolue, mais les policiers texans disent être maintenant à analyser le dossier d'un suspect dans une affaire de viol et de meurtre, qui est détenu dans l'État du Washington. Le meurtre d'Amber Hagerman avait mené les services de police et les diffuseurs américains et canadiens à conclure un partenariat pour lancer des alertes rapides, fréquentes et répandues lors de la disparition d'un enfant. Ce partenariat est devenu le système d'alerte Amber, du nom de la fillette texane. — PC

Pas besoin d'être armé

Ottawa — La Cour suprême du Canada maintient le verdict de culpabilité à l'endroit d'un voleur qui prétendait être armé lors d'une introduction par effraction, même si l'accusé ne portait pas nécessairement l'arme sur lui. Dans un jugement unanime, les neuf juges de la Cour suprême ont conclu hier que, selon le Code criminel, un malfaiteur est considéré comme ayant bel et bien une arme même s'il ne l'a pas réellement en main. Le fait de laisser deviner qu'il est armé, par des mots ou par un comportement, suffit pour entraîner la culpabilité à un crime impliquant une arme. Les juges du plus haut tribunal du pays précisent qu'il suffit qu'un bandit soit en possession physique de l'arme, ou en mesure de s'en emparer sans délai. — PC

ACTUALITÉS

Harper se rend à Cité-Soleil

Le premier ministre se félicite de voir l'aide canadienne rendre la zone moins dangereuse

Un appel à l'aide

JEAN NUMA GOUDOU

JULIAN BELTRAME

Port-au-Prince, Haïti — Le premier ministre Stephen Harper est devenu, hier, le premier chef d'État depuis de nombreuses années à visiter Cité-Soleil, au cœur de la capitale haïtienne, Port-au-Prince.

Il s'agissait d'un geste symbolique visant à démontrer que le quartier le plus pauvre et possiblement le plus dangereux des Amériques s'est amélioré, comme le reste du pays.

L'image n'était toutefois pas aussi idyllique qu'on aurait pu le vouloir: le cortège du premier ministre était précédé d'une Jeep militaire où prenaient place trois soldats de l'ONU armés jusqu'aux dents, l'un pointant une mitrailleuse directement vers la foule postée le long de la route.

«Chacun d'entre nous qui a une famille commence à peine à comprendre les réelles difficultés et les réels défis que doivent affronter quotidiennement plusieurs personnes, a déclaré le premier ministre après sa visite. Les Canadiens devraient être fiers de l'aide qu'ils offrent, du fait que notre aide fait une différence au niveau de la sécurité des gens, en leur donnant de l'espoir et des possibilités.»

Le président haïtien, René Prével, a appuyé les propos de M. Harper, notant qu'une telle visite aurait été impossible il y a à peine six mois, quand des gangs criminels menaçaient la population locale et quiconque s'aventurait à Cité-Soleil.

M. Prével a indiqué que des progrès importants avaient été réalisés au cours des dernières années, notamment une réduction de la violence de 300 % depuis que Jean-Bertrand Aristide a été chassé du pouvoir en 2004, mais que d'autres progrès devraient être réalisés. Il a mentionné que le pays n'avait toujours pas de système judiciaire dans lequel les investisseurs pou-



Stephen Harper salue des fillettes haïtiennes dans un hôpital de Cité-Soleil, à Port-au-Prince.

KENA BETANCUR REUTERS

vaient avoir confiance pour faire respecter des contrats.

À l'hôpital

M. Harper s'est rendu au Centre hospitalier Sainte-Catherine-de-Labouré, à Cité-Soleil, auquel il a fait don d'un appareil permettant des analyses de sang, en plus de confirmer un appui financier pour la poursuite de l'intervention de Médecins du monde Canada dans le domaine de la prévention, des soins et du traitement du VIH/sida.

Stephen Harper a également rencontré des enfants devant être

vaccinés contre la polio et a semblé mal à l'aise par moments en s'approchant des enfants haïtiens brandissant de petits drapeaux canadiens.

Andrée Houle, une Montréalaise qui est coordonnatrice de projet à la clinique d'immunisation affiliée à l'hôpital, a indiqué que les enfants se présentent en très grand nombre tous les jours.

«Plusieurs femmes enceintes réunissent le courage nécessaire pour venir chercher des médicaments qui empêcheront la transmission du VIH à leur bébé, a-t-elle dit. Elles vivent avec une maladie dans

un endroit où elles ne peuvent pas parler de cette maladie. Il y a des gens qui ont dit qu'ils tueraient ceux qui ont le sida, alors ça peut être assez traumatisant.»

Mme Houle a indiqué que la sécurité s'est légèrement améliorée à Cité-Soleil au cours de la dernière année mais que les besoins sont intarissables.

Le Dr Nicolas Bergeron, président du conseil d'administration de Médecins du monde Canada, qui a accueilli le premier ministre à Haïti, a pour sa part rappelé que son organisation a fait de la lutte contre le VIH/sida et des soins à

donner aux mères et aux enfants des enjeux majeurs de ses interventions à l'étranger.

Le passage du premier ministre Stephen Harper en Haïti est considéré comme étant l'un des points culminants de sa tournée en Amérique du Sud et dans les Caraïbes.

M. Prével a noté que son pays était le deuxième bénéficiaire en importance de l'aide humanitaire canadienne après l'Afghanistan. Le Canada s'est engagé à fournir quelque 100 millions de dollars à Haïti d'ici 2011.

Presse canadienne

Le Devoir

Stéphane Dion présente son candidat dans Outremont

Jocelyn Coulon veut un Canada à la manière de Pearson



Jocelyn Coulon et le chef libéral Stéphane Dion

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La politique étrangère du Canada doit revenir aux valeurs établies par Lester B. Pearson, a indiqué hier dans son discours d'introduction Jocelyn Coulon, candidat désigné du Parti libéral du Canada (PLC) dans Outremont.

D'emblée, M. Coulon a précisé qu'il faisait le saut en politique pour «discuter des questions de politique internationale. C'est ma spécialisation, et c'est aussi ma principale inquiétude avec le Parti conservateur». Il estime ainsi que la politique étrangère du gouvernement actuel est «calquée sur celle des États-Unis» et qu'elle ne respecte pas la tradition canadienne.

«Il y a une dérive pro-Bush de la part du gouvernement. Ce n'est pas le Canada qu'on connaît et qu'on a connu avec Pearson», pense celui qui a notamment dirigé le campus montréalais du Centre Pearson pour le maintien de la paix. «Il faut qu'on revienne aux valeurs de Pearson, qui sont des valeurs universelles.»

Sur la question de la mission en Afghanistan, Jocelyn Coulon a vigoureusement défendu la position

de son nouveau parti et lancé une première flèche en direction du gouvernement.

«Nous n'avons pas à rougir de notre intervention, qui s'est faite sous la couverture de l'ONU — ce qui n'était pas le cas avec l'Irak. Mais la mission de combat de l'armée canadienne doit prendre fin en février 2009. Et nous devons le dire à nos alliés au moins un an avant, pour qu'ils puissent s'ajuster. Or Stephen Harper tergiverse [sur cette question]. Il n'y a pourtant rien de pire que l'ambiguïté pour des organisations qui doivent planifier des interventions comme celle-là.»

Stéphane Dion avait réuni une quinzaine de députés ou de candidats libéraux pour souligner l'entrée en politique du chercheur universitaire et analyste. Denis Coderre, Lucienne Robillard et Justin Trudeau étaient notamment de la partie. M. Dion a indiqué que M. Coulon jouerait au sein du caucus «un rôle qui convient à son importance», jurant néanmoins ne pas lui avoir fait de «promesses».

Le nouveau venu a dit se sentir «en pleine confiance» pour discuter de politique étrangère et de défense à Ottawa et «être pour le

PLC un porte-parole crédible sur ces enjeux».

«Si Jocelyn Coulon est tant sollicité comme analyste, s'il est tant écouté, c'est parce que son jugement est sûr, mesuré et clairvoyant», a indiqué le chef libéral, qui a choisi lui-même M. Coulon sans passer par le processus d'élection habituel. «Ce n'est pas un intellectuel coupé du monde, mais quelqu'un qui a une relation directe avec les gens, quelqu'un qui parle clairement, simplement, et qui sait de quoi il parle.»

Avant de se voir ministre de la Défense ou des Affaires étrangères, Jocelyn Coulon devra toutefois passer le test de l'élection partielle que le premier ministre Stephen Harper devrait déclencher la semaine prochaine. M. Coulon sera notamment confronté à la vedette néo-démocrate Thomas Mulcair et au bloquiste Jean-Paul Gilson. Le candidat conservateur n'est pas encore connu, le frère du maire de

Montréal, Marcel Tremblay, ayant récemment indiqué qu'il ne serait pas de la course.

Concernant sa circonscription, M. Coulon a ciblé trois dossiers prioritaires à ses yeux: l'agrandissement de l'Université de Montréal dans la gare de triage d'Outremont, l'accompagnement des nouveaux arrivants et la mise en place de mesures pour encourager le travail des chercheurs, des artistes et d'autres créateurs qui animent Outremont.

Journaliste au Devoir entre 1985 et 1999, Jocelyn Coulon était depuis quelques années directeur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM). Il signait aussi des chroniques d'analyse dans La Presse et collaborait très régulièrement avec la Société Radio-Canada.

Le Devoir

Achetez tableaux canadiens

Edmund Alleyn, Léon Bellefleur, Paul-Émile Borduas, Emily Carr, A.J. Casson, Nora Collyer, Ulysse Comtois, Jean Dallaire, Paterson Ewen, Henriette Fauteux-Massé, Marcelle Ferron, Charles Gagnon, Yves Gaucher, Pierre Gauvreau, Lise Gervais, Lawren Harris, Prudence Heward, Randolph Hewton, Edwin Holgate, E.J. Hughes, Jacques Hurtubise, A.Y. Jackson, Jauran, William Kurelek, Fernand Leduc, J-P Lemieux, Serge Lemoyne, Rita Letendre, Arthur Lismer, John Lyman, Henrietta Mabel May, Marcelle Maitais, Ray Mead, Jean McEwen, David Milne, Guido Molinari, Jean-Paul Mousseau, Alfred Pellan, Robert Pilot, Jean-Paul Riopelle, Sarah Robertson, Albert H. Robinson, Anne Savage, Ethel Seath, Marian Scott, Claude Tousignant.

Achat à Montréal et Québec du 26 juillet au 3 août
Appelez MAINTENANT pour un rendez-vous

Lynda Marie Shearer, Canadian Art Group
55 Avenue Rd. #2975
Toronto M5R 3L2
Cellulaire: 1.416.774.8575
www.canadianartgroup.com
canadianart@bellnet.ca

Visite de Maisons et Jardins
De Sainte-Adèle et environs

Au profit de la fondation St-Bernard
Jeudi 2 août 2007 entre 10h et 16h
Sous la présidence d'honneur de
Danielle Ouimet et Philippe Dagenais

- Visite de 6 propriétés de charme et prestige
- Lunch servi au Golf La Vallée, à Sainte-Adèle
- Encan silencieux d'œuvres d'arts à la chapelle St-Bernard
- Reçus d'impôt émis sur demande



Renseignements - vente - réservations (Nous acceptons Visa) :
450 229 7731 Sainte-Adèle et les environs
1 877 229 7731 extérieur de Sainte-Adèle
www.fondationst-bernard.com

Renald LEGENDRE
DICTIONNAIRE ACTUEL DE L'ÉDUCATION
3^e édition
1584 pages - 69,95\$
DERNIÈRE ÉDITION D'UN OUVRAGE INTERNATIONAL
GUÉRIN, éditeur ltée
514-842-3481
En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LES ACTUALITÉS

Pot-pourri de vacances



Gil Courtemanche

Saint-Nazaire — Saint-Nazaire, près de Nantes, est une ville de passage, ville de constructeurs de navires, mais aussi de marins et parfois d'immigrants illégaux qui quittent la pauvreté pour la clandestinité dans l'espoir d'une vie normale.

Destins croisés — Christophe ressemble à la fois à Lech Walesa et à Astérix. C'est normal, il est né à Cracovie dans une modeste famille polonaise et il est maintenant citoyen français. Si Christophe n'avait pas possédé un énorme talent de joueur de soccer, il serait probablement aujourd'hui un modeste ouvrier rêvant de devenir riche en France. Mais son talent l'a mené à y avoir une vingtaine d'années à Nantes, où il a joué pour le club de Nantes. Avec ses économies, il a ouvert un resto-bar sur le port, le Skipper. Un endroit plutôt chic et branché. Ce soir, il accueille un groupe de jazz de Los Angeles, un groupe peu ordinaire. Un père qui a connu Woodstock, ses deux fils et deux de leurs copains. Tous parlent un excellent français. Depuis quelques années, le père, qui adore la France, amène ses jeunes passer l'été ici. Le groupe paie ses vacances en jouant dans les bars et en vendant des copies de CD. Ces Américains, de leur propre aveu, viennent ici pour «apprendre à vivre de manière détendue».

Attendant le début du concert, deux médecins et leurs femmes parlent de ce qu'ils appellent la «crise des hôpitaux». Tiens, en France aussi, dont on dit pourtant qu'elle possède le meilleur système de santé publique au monde. Ce n'est pas la qualité qui les préoccupe, c'est la rémunération. Ce sont des spécialistes et dans le privé américain, ils sont certains de gagner plus de 500 000 \$ par année. Pour convaincre une des femmes qui rechigne à l'idée d'aller vivre chez ces «gens qui ne savent pas vivre», son mari lui dit qu'avec tout cet argent, ils pourront venir passer chaque été deux mois en France. Tiens, comme les Américains.

Je pense à un reportage que j'ai lu la veille dans *Le Journal du dimanche*. C'est l'histoire dramatique de Lwam, une jeune Érythréenne de 19 ans. La jeune fille a quitté son village de Debry avec quelques économies recueillies par sa famille de paysans affligés par la sécheresse. De Samara au Soudan en bus. Puis une marche d'un mois dans le désert jusqu'en Libye. Un peu de prison en Libye, puis le frère bateau qui la mènera dans une île italienne, Lipari ou Lampedusa. Elle reçoit un permis de séjour et travaille dans un café durant six mois. Elle parvient à économiser 1000 \$ qu'elle envoie à sa famille. Suffisant pour vivre

deux ans sans se soucier de la sécheresse. Mais c'est d'Angleterre dont Lwam rêve, même si elle a un cousin en Suisse. Elle parle un peu anglais et pourra sûrement s'y trouver un meilleur travail que servise dans un café érythréen. Pour les clandestins qui rêvent du Royaume-Uni, il n'existe qu'un seul point de passage, Calais en France, d'où part l'Eurotunnel. A Calais, derrière la mairie, les clandestins s'assemblent, échangeant les informations, les trucs pour se cacher sous un camion ou dans un conteneur. Parfois, la police opère des contrôles. Quand on voit les flics arriver, c'est le sauve-qui-peut. Tout ce petit monde d'étrangers s'éparille en courant dans toutes les directions. C'est ce que Lwam a fait avec quelques-uns qui se sont lancés sur une bretelle d'autoroute. La jeune fille s'est retournée pour voir si les policiers suivaient. C'est à ce moment qu'elle fut happée par une voiture. Lwam avait débarqué le 22 septembre 2006 en Italie. Elle avait passé presque onze mois au paradis.

Sarkozy le sportif — Le président adore le cyclisme et fait même partie d'un vélo-club. Il n'était pas pour manquer la grande étape des Alpes, qui inclut l'atroce ascension du col du Galibier. Plutôt que de regarder comme un spectateur ordinaire, il est monté dans la voiture du directeur du Tour et s'est mis debout comme un empereur dans le toit ouvrant. D'une main, il tient un portable, de l'autre il salue les spectateurs, remontant tous les cyclistes qui peinent et souffrent. Il y a, loin devant, un petit Colombien inconnu qui grimpe tout seul en tête depuis 150 kilomètres. Juan Mauricio Soler a presque atteint le sommet à 2645 mètres. Il souffle, il grimace. Le char de l'empereur passe. Il sourit et salue ses sujets. Soler regarde cet inconnu qui passe devant comme si c'était lui le héros et il se dit que le pouvoir doit doper encore plus que l'EPO.

Une pensée pour les néolibéraux — Ils n'arrêtent pas de jurer devant Dieu que seule la libre concurrence peut assurer des prix justes pour les consommateurs. Il y a quelque temps, à la suite des ordres de l'Union européenne, la compagnie nationale France Télécom a dû céder son monopole sur les renseignements téléphoniques. La libre concurrence s'est installée et les consommateurs ont attendu les bénéfices. Eh bien non. Les tarifs pratiqués par les entreprises privées sont 25 % plus élevés que ceux de l'ancien monopole étatique. On dira que le monopole était subventionné. Non, à 25 % moins cher, il était rentable. Le juste prix, c'était avec l'État, pas avec le privé.

Une idée pour Gérard Tremblay — Depuis dimanche dernier, la Ville de Paris met à la disposition des Parisiens 10 000 vélos en location, répartis un peu partout dans la capitale. Les 30 premières minutes sont gratuites. En cinq jours, les Parisiens, charmés par l'idée, ont emprunté les vélos 200 000 fois. Après le tramway, pour quoi pas les vélos?

Bagotville hébergera 550 militaires de plus

Ottawa investira 300 millions d'ici 2015

ALEXANDRE SHIELDS

Toujours aussi déterminé à donner plus de panache aux Forces armées canadiennes, le gouvernement conservateur investira plus de 300 millions de dollars afin d'ajouter une escadre expéditionnaire aérienne à la base de Bagotville. Ainsi, 550 militaires supplémentaires seront déployés au Saguenay-Lac-Saint-Jean d'ici 2015, en plus d'une centaine d'employés civils.

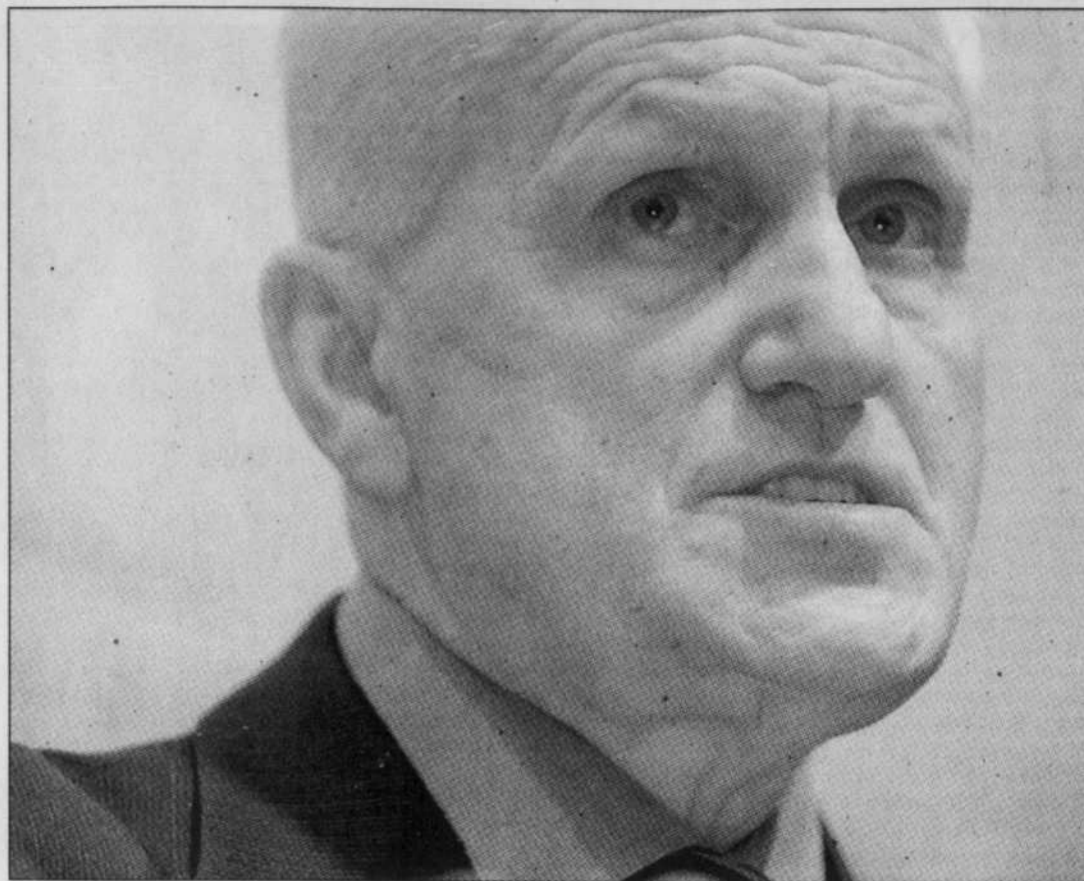
L'objectif est de créer ainsi un corps expéditionnaire aéroporté capable de réagir tant en situation de crise humanitaire ou de catastrophe naturelle que d'intervention militaire classique, en y ajoutant des capacités de soutien, de communication, de logistique et d'intervention multidisciplinaire. Le projet ne prévoit toutefois pas de déploiement de nouveaux avions à Bagotville.

En annonçant ces nouveaux investissements à saveur militaire, le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, a dit vouloir s'assurer que les Forces armées canadiennes «seront en mesure de répondre lorsqu'on aura besoin d'elles». «Ce gouvernement est résolu à rebâtir les forces armées canadiennes pour que nos soldats aient les outils pour pouvoir jouer le rôle que la population canadienne attend d'eux», a-t-il poursuivi devant un parterre de militaires.

Le ministre du Développement économique pour le Québec, Jean-Pierre Blackburn, qui est député dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, a profité de l'annonce pour mettre un terme aux rumeurs au sujet d'une fermeture possible de la base. «On a souvent lancé en l'air que la base fermerait. Grâce au nouveau gouvernement conservateur, nous pouvons dès maintenant chasser ces idées noires. La base militaire de Bagotville est sauvée et elle est vouée à un très bel avenir.» M. Blackburn avait promis un tel projet lors de la campagne électorale de 2006.

Le ministre Blackburn a tenu à dire que les nouvelles ressources qui seront disponibles pourront servir à appuyer les soldats basés en Afghanistan. «Ces militaires, qui ont foi en la démocratie, méritent de savoir que nous sommes derrière eux et que nous reconnaissons leur dévouement. Ces militaires qui défendent nos valeurs pourront compter sur une base effective et dynamique», a-t-il assuré.

Il a également souligné que l'arrivée de nouveaux militaires sera bénéfique pour l'économie régionale,



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Gordon O'Connor a annoncé hier un investissement de 300 millions qui permettra d'augmenter de 550 le nombre de militaires à la base de Bagotville.

évoquant une augmentation de 85 millions de dollars de la masse salariale de la base. À l'heure actuelle, la troisième Escadre Bagotville compte environ 1200 militaires, ce qui en fait l'un des principaux moteurs socio-économiques de la région. Avec les nouveaux effectifs, on augmentera donc de 50 % le personnel militaire.

Au cours d'un entretien avec *Le Devoir*, M. Blackburn a aussi pris soin de préciser qu'il n'était plus question de doter Bagotville d'un champ de tir pour F-18, jugeant que cet outil d'entraînement n'était «plus nécessaire» dans la région. Il a toutefois dit qu'il étudiait la possibilité d'implanter un «site d'entraînement pour armes légères», au coût appréhendé de 12 millions de dollars. Le dossier «est en analyse», a-t-il dit, sans plus de précisions.

Annonce électoraliste?
Le Parti libéral du Canada et le Nouveau parti démocratique (NPD) ont pour leur part dénoncé le caractère électoraliste d'une telle annonce. Il faut dire qu'une élection partielle doit se tenir dans le comté de Roberval, laissé vacant

par le départ du bloquiste Michel Gauthier. L'annonce d'un investissement de 300 millions de dollars dans la région pourrait donc donner un sérieux coup de main au candidat conservateur Denis Lebel, actuellement maire de Roberval. La date de la tenue du scrutin doit être annoncée dans les prochains jours.

«Ils font ça dans l'unique but de se préparer à l'élection partielle à Roberval, parce que Roberval, c'est tout près de Bagotville», a lancé le critique libéral en matière de défense, Denis Coderre. «On essaie de compter des points politiques», a-t-il poursuivi.

Le porte-parole du NPD pour le Québec, Thomas Mulcair, juge lui aussi que le geste des conservateurs est d'abord à saveur électorale. De plus, il estime impensable de «dissocier ces annonces de ce qui se passe en Afghanistan. M. Harper essaie désespérément d'améliorer l'image des militaires auprès des Québécois». Il craint d'ailleurs que les troupes conservatrices tentent de mettre la table pour une prolongation de la mission d'«agression» militaire à Kandahar.

Répondant aux attaques de ces

adversaires politiques quant au moment choisi pour l'annonce, M. Blackburn a simplement vanté les qualités du futur candidat conservateur dans Roberval. «M. Lebel, au départ, est quelqu'un d'extrêmement bien connu dans la région», a-t-il fait valoir, ajoutant que ce dernier était «bien positionné» pour l'emporter. Néanmoins, «il ne faut jamais rien prendre pour acquis», a indiqué le ministre du Développement économique pour le Québec.

M. Coderre a par ailleurs accusé les conservateurs de faire preuve d'improvisation en matière de défense nationale. «On nous annonce des projets à la pièce avec des gros montants, comme si ça sortait d'un guichet automatique, mais on ne nous donne pas de plan stratégique sur les façons dont on va articuler les questions de sécurité domestique», explique-t-il.

Répondant aux accusations de M. Blackburn à l'effet que les libéraux avaient laissé planer des doutes sur l'avenir de cette base, M. Coderre a soutenu que sa formation avait toujours défendu Bagotville.

Le Devoir

Écrasement à São Paulo

L'hypothèse d'une défaillance mécanique gagne du terrain

São Paulo — L'hypothèse d'une défaillance mécanique comme une des causes possibles de la catastrophe aérienne de São Paulo a gagné du terrain après l'annonce jeudi par la compagnie TAM qu'un système d'aide au freinage était désactivé sur l'Airbus A320 accidenté.

La compagnie brésilienne a reconnu jeudi soir que l'inverseur de poussée droit était «désactivé» depuis le 13 juillet «dans les conditions prévues par les manuels d'entretien du constructeur Airbus». La TAM précisait que ce problème «ne constitue pas un obstacle à l'atterrissage de l'avion».

L'inverseur de poussée est un dispositif permettant de freiner au cours de l'atterrissage en orientant vers l'avant la poussée exercée par un réacteur.

L'Airbus A320 s'est écrasé mardi avec 186 personnes à bord, dont aucune n'a survécu, sur un bâtiment situé à côté de l'aéroport de Congonhas, à São Paulo. Le bilan définitif pourrait dépasser les 200 morts.

Mercredi, le président de la TAM, Marco Antonio Bologna,

avait indiqué que l'Airbus ne présentait «aucun signe» de problèmes techniques et jouissait «de conditions parfaites d'entretien, de navigation et d'opération».

Des experts continuent toutefois de mettre en cause la sécurité de la piste principale de l'aéroport de Congonhas par temps de pluie. Cette piste venait d'être refaite mais ne disposait pas encore de système de rainurage contre les risques de dérapage par forte pluie.

«Si la piste est sèche, on peut contrôler l'avion avec un seul inverseur de poussée», note James Waterhouse, professeur du département d'ingénierie aéronautique de l'Université de São Paulo.

Mais «si la piste est mouillée, avec peu d'adhérence, et qu'on n'utilise qu'un inverseur, les pneus n'ont pas la force nécessaire pour maintenir la trajectoire de l'avion», a-t-il déclaré à l'AFP.

«On se demande comment l'armée de l'air a autorisé l'avion à atterrir sur une piste mouillée et relativement courte dans ces conditions, le risque était imminent», souligne

M. Waterhouse, pour qui tant la compagnie TAM que le gouvernement «sont responsables».

En revanche, «Airbus n'est pas responsable». «Le manuel d'Airbus donne dix jours pour corriger le problème, mais à condition qu'on prenne les précautions nécessaires qui étaient de ne pas se poser sur une piste mouillée», relève-t-il.

Selon le professeur Jorge Leal, de l'École polytechnique de l'Université de São Paulo, interrogé par l'AFP, «l'inverseur de poussée est un facteur de sécurité supplémentaire, mais un avion peut atterrir sans». «Pourquoi l'avion n'a-t-il pas réussi à se poser? On ne peut écarter l'hypothèse de l'état de la piste», a-t-il ajouté.

M. Leal a critiqué le fait que «le gouvernement ait investi seulement 20 millions de reais [10 millions de dollars] dans la réfection de la piste et 450 millions de reais [225 millions de dollars] dans l'agrandissement du terminal de passagers de Congonhas».

La chaîne de télévision Globo a en outre affirmé jeudi que l'appareil avait déjà effectué un atterrissage difficile lundi à Congonhas. Mais la TAM a nié avoir eu

connaissance «d'un quelconque problème mécanique le 16 juillet», veille de l'accident.

Trois jours après la catastrophe, le président Luis Inacio Lula da Silva devait sortir de son long silence, très critiqué par la presse et l'opposition, pour prononcer dans la soirée une allocution.

Le président pourrait annoncer des mesures pour faire face à la crise du transport aérien déclenchée en septembre par une autre catastrophe aérienne, celle d'un avion de la compagnie Gol, qui avait fait 154 morts.

Ces mesures devaient être examinées par le Conseil national de l'aviation civile (CONAC), qui a auparavant été reçu par le chef de l'État, selon des sources gouvernementales.

Sur les lieux de l'accident, les pompiers poursuivaient hier dans des conditions difficiles les opérations de recherche des corps. Mais devant l'état des cadavres, les autorités ont renoncé à donner un décompte précis des morts confirmés avant l'identification des corps.

Agence France-Presse

EN BREF

Il oublie sa vieille... qui passe l'éponge

Liestal — Un Alsacien de 89 ans a purement et simplement oublié... sa femme, dans un parking de Munchenstein, dans le nord de la Suisse. Le couple, explique la police, avait fait mardi une excursion au jardin botanique de Bruglingen. Lorsqu'ils ont voulu quitter le parking, l'épouse est sortie du véhicule pour régler un problème de ticket. Elle l'a en-

suite oublié avant de le rendre à son mari par la fenêtre ouverte. Ce dernier est alors parti sans lui laisser le temps de monter dans la voiture. Avisant une patrouille de police, elle a raconté sa mésaventure. Les policiers ont alors informé les gardes-frontière de Lysbuchel qui ont stoppé l'oubliéux retraité. Deux heures plus tard, les époux étaient réunis. La femme n'était pas fâchée, a observé Meinrad Stocklin, porte-parole de la police. — AP

Vous êtes passionné d'art et de culture ?

Vous êtes curieux et vous désirez consacrer plus de temps à l'exploration de l'art ?

Vous rêvez de devenir guide bénévole au Musée ?



SUIVEZ la formation Devenir guide au Musée des beaux-arts de Montréal offerte par la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal.

À raison d'une demi-journée par semaine, la formation vous permet d'acquies des notions de base en histoire de l'art et en pédagogie muséale, première étape pour devenir guide bénévole au Musée des beaux-arts de Montréal.

Inscrivez-vous maintenant !

Renseignements et inscription
www.fep.umontreal.ca/formationcontinue/guidemusee.html
ou Ginette Dion-Braut, 514-343-5873, poste 2851

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

Université de Montréal

Faculté de l'éducation permanente Formation continue



Jacques BEAUCHESNE

DICTIONNAIRE DE L'ÉCRIVAIN EN HERBE

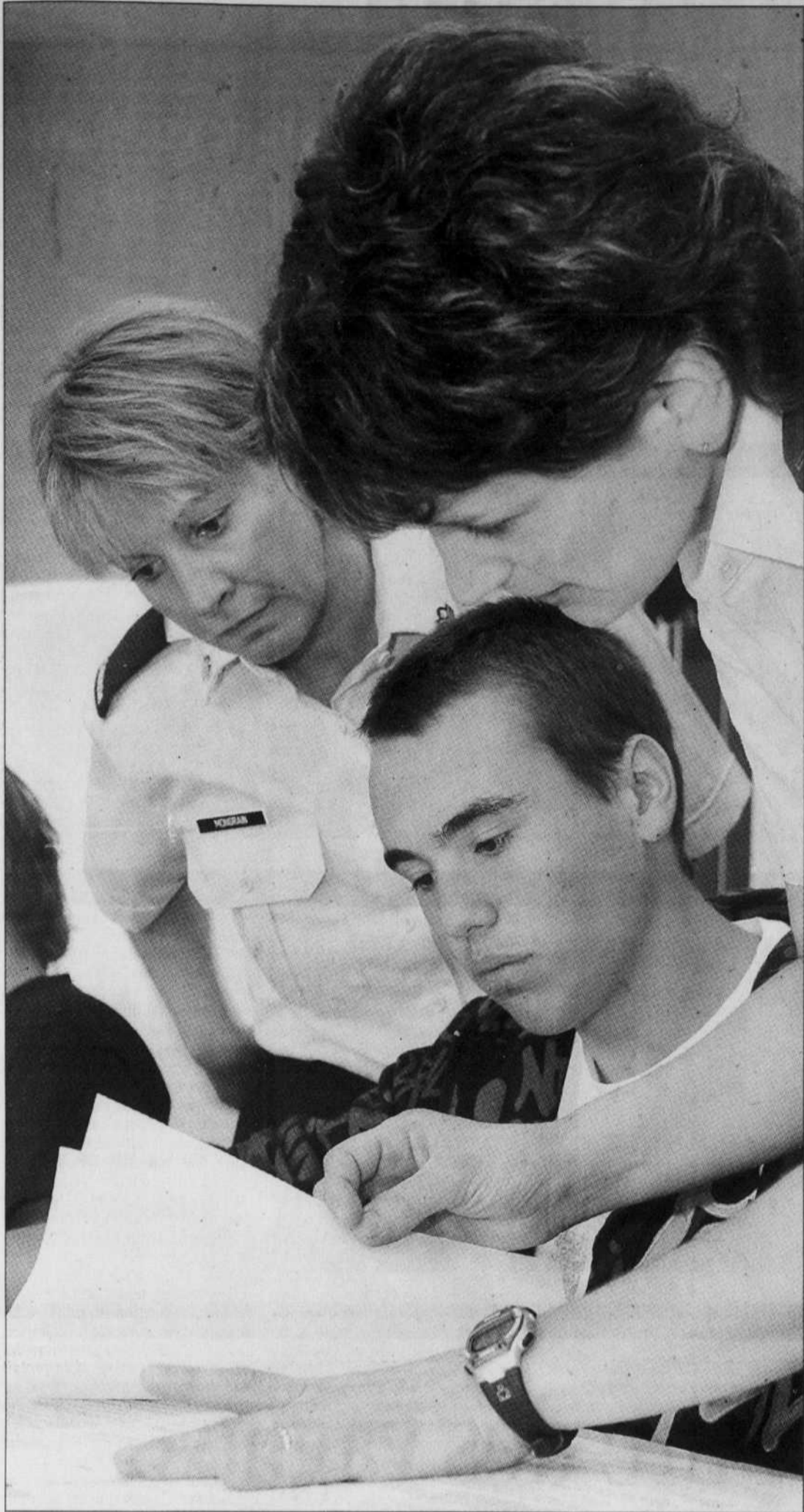
Dédié aux jeunes et aux plus âgés qui vivent l'appel de l'écriture.

192 pages — 13,60 \$ ISBN 978-2-7601-6813-8

GUÉRIN, éditeur 11e 514-842-3481

En vente dans toutes les librairies Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LES ACTUALITÉS



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Un jeune homme vient s'informer des conditions d'enrôlement dans l'armée au centre de recrutement de Québec. Avec une troisième secondaire, un soldat gagne près de 30 000 \$ dès la première année. Ses frais médicaux et dentaires sont pris en charge et il a droit à un mois de vacances. De quoi séduire un jeune à qui la discipline militaire ne fait pas peur. Et qui ne craint pas d'aller un jour combattre, que ce soit en Afghanistan ou ailleurs.

Le sergent recruteur est content

Le centre de recrutement de l'armée canadienne connaît un succès étonnant à Québec

ISABELLE PORTER

Québec — Le moral est au beau fixe au centre de recrutement des Forces armées canadiennes de Québec, où le nombre de recrues est le troisième en importance au pays cette année malgré les prétendues réticences des Québécois envers le monde militaire.

«On touche du bois, reconnaît la majeure Marie Leclerc dans son bureau du centre de recrutement de Sainte-Foy. C'est un peu étonnant, on ne peut pas se le cacher: c'est un succès immense.» En 2006-07, les Forces armées ont recruté à Québec 535 soldats contre 474 à Montréal. Seules les villes d'Halifax et d'Ottawa ont fait mieux au pays. Et lorsqu'on regarde du côté des réservistes, ce sont les villes de Montréal (529) et de Québec (353) qui ont recruté le plus grand nombre de personnes cette année.

Dans la capitale, la situation est d'autant plus étonnante qu'étant donné la pénurie de main-d'œuvre, les jeunes travailleurs sont déjà très courtisés. «C'est ce qui est le plus surprenant, concède la majeure Leclerc. Il faut dire qu'aujourd'hui les emplois disponibles pour les jeunes sont souvent précaires alors que, dans l'armée, on offre de très bonnes conditions.» Cette année, 68 % des recrues avaient moins de 24 ans. Une minorité (5 %) d'entre elles avaient plus de 40 ans.

Avec une 3^e secondaire, un soldat gagne près de 30 000 \$ dès la première année. Ses frais médicaux et dentaires sont pris en charge et il a droit à un mois de vacances. Et, à bien des égards, soutient Mme Leclerc, l'armée a tout ce qu'il faut pour plaire à la génération des enfants rois qui veulent voyager et vivre des expériences intenses tout en étant encadrés. «Ce sont des gens qui sont attirés par les choses extrêmes. Ils aiment ça quand on leur explique que ce sera dur, qu'ils auront à se lever tôt, à se coucher tard. Le côté intense les fascine.»

L'armée n'a d'ailleurs pas hésité à jouer la corde du sport extrême dans ses nouvelles publicités aux allures de jeux vidéo et de films d'action. La discipline fait moins peur qu'on pourrait le croire, poursuit le capitaine Laurier Soulard. «Il y en a beaucoup qui n'ont jamais été pris en main. Ils aiment se voir confier des responsabilités.»

Le nouveau Centre de recrutement de Sainte-Foy a l'allure d'un centre d'emploi ordinaire, à cette différence près qu'il y a des photos de soldats partout. Ici, on met l'accent sur la place accordée aux femmes, là, aux autochtones. Une jeune femme officier nous vante les mérites d'un programme pour les autochtones à Victoria. «Pour mettre les candidats à l'aise, on fait venir des chefs indiens, on donne même une place à la spiritualité parce que c'est important pour eux.» Dans les bureaux à l'arrière s'activent des sergents recruteurs de toutes les disciplines, des orienteurs, des médecins pour faire les examens, etc.

Ce matin-là, une quinzaine de finissants du secondaire sont venus avec leur famille remplir les formulaires nécessaires à leur entrée au Collège militaire de Saint-Jean. Dans la salle où on les a réunis, Mme Leclerc fait

des blagues à propos des numéros d'identification. «Lorsque vous rencontrez un officier senior du collège, vous calculez la différence entre votre numéro et le sien et ça donne le nombre de bières que vous lui devez!»

«Je veux servir mon pays»

Émilie Demers, 16 ans, fera son entrée au collège militaire le 6 août, le lendemain du départ de son père en Afghanistan. «C'est ben correct», nous répond-elle quand on lui demande si elle s'inquiète pour lui. Sa mère aussi est dans les Forces armées et la famille réside à Valcartier. Autant dire que le plan de carrière de la demoiselle était écrit dans le ciel.

Le sergent recruteur Soulard a sélectionné des jeunes particulièrement convaincus et convaincants pour les entrevues. Mais pas question de leur poser des questions sur la mission en Afghanistan ou la politique. On doit se contenter de parler du recrutement.

Ce genre de restriction n'a rien d'inhabituel. Six mois plus tôt, on nous avait donné des instructions similaires lors d'une démonstration de tirs à Valcartier. Quand même, la journaliste tente sa chance et y va d'une question sur le contexte de la mission en Afghanistan. C'est maintenant au tour de Keven Morin, 17 ans, de se prêter au jeu de l'entrevue. «Je ne sais pas si je devrais répondre à ça», lance-t-il. Comme Émilie, Keven a fait son secondaire à l'école anglaise et compte des militaires dans sa famille. Notamment son grand-père, qui l'accompagne. «J'aime vraiment beaucoup le Canada, poursuit le futur officier en logistique. Je veux servir mon pays.»

Quand on parle au grand-père des réticences des Québécois à l'égard de l'armée, il rétorque que les gens n'y «compréhendent rien». Ceux-là, croit-il, n'ont pas conscience qu'il existe un vaste monde au-delà des frontières du Québec.

La majeure Marie Leclerc se dit également surprise par les sondages selon lesquels 70 % des Québécois désapprouvent la mission en Afghanistan. «C'est peut-être parce qu'au Québec on exprime plus nos opinions que dans les autres provinces. Quand je vais acheter une pinte de lait avec mon uniforme ou que je vais chercher mes enfants à la garderie, personne ne m'accoste de façon hostile.»

Mais de l'hostilité à l'intérêt, il y a un pas que tous ne sont pas prêts à franchir. Et ce, même à Québec, où la mission récolte plus d'appuis qu'ailleurs. C'est pour cela que les sergents recruteurs tiennent une foire au centre commercial Les Galeries de la capitale, et c'est pour cela qu'ils se feront voir encore cette année à la foire Expo-Québec.

Dans la tête de bien des gens, la carrière militaire demeure un plan de rechange pour ceux qui n'ont pas la bosse des études ou encore un endroit pour des rituels d'initiation un peu barbares. «Il faut qu'on explique aux gens qu'on encourage les recrues à poursuivre leurs études, explique le capitaine Soulard. Les gens ne sont pas fous, il suffit de les informer. On leur dit qu'on est père et mère de famille, qu'on a des enfants, un chien, un chat. On essaie juste de démystifier l'armée.»

Le Devoir

Wal-Mart obtient des subventions du gouvernement conservateur pour embaucher des étudiants

Sherbrooke — Parmi les employeurs qui ont profité d'un programme fédéral d'embauche d'étudiants en 2006 figure la multinationale Wal-Mart, qui a ainsi profité d'aide financière dans une vingtaine de circonscriptions au Canada et, chaque fois, il s'agissait d'une circonscription représentée par un élu conservateur.

Grâce à la liste dont *La Tribune* a obtenu copie, on constate que, parmi tous les employeurs qui ont profité du programme, les plus généreusement subventionnés étaient actifs dans des comités souvent représentés par des ministres.

Wal-Mart a ainsi profité d'aide financière dans une vingtaine de circonscriptions au Canada, toutes représentées par un élu conservateur. Dans Edmonton-Spruce Grove, de la ministre Rona Ambrose, Wal-Mart Canada a reçu deux subventions, de 1715 \$ et 3308 \$ respectivement, dans le cadre du programme. Dans Médecine Hat, la circonscription du ministre Monte Solberg, Wal-Mart a eu droit à 1715 \$.

Ironiquement, à la fin de mai, le ministre Solberg était intervenu à la Chambre des communes pour défendre la décision de son gouvernement de mettre fin au programme en place au profit du nouveau programme Emploi d'été Canada. Il avait alors déclaré que, par le passé, l'ancien programme avait permis à des sociétés comme Wal-Mart, Canada Safeway, Bacardi, Shoppers Drug Mart et Ford d'obtenir des milliers de dollars.

Il faut se tourner vers un libéral pour voir une aide financière à Bacardi et à Ford. Dans Brampton-Springdale, comté du libéral Ruby Dhalla, Ford du Canada a eu droit à 23 066 \$, Bacardi, à 6752 \$, et Rogers Television, à 10 076 \$.

Dans la circonscription du premier ministre Stephen Harper, parmi les employeurs subven-

tionnés figure Sobeys Pharmacy, une riche entreprise, qui a eu droit à 1530 \$.

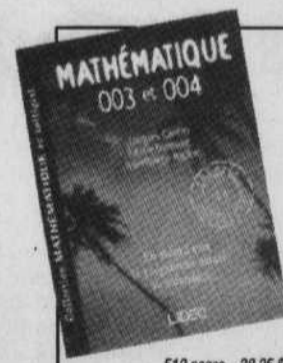
Au Québec, par contre, la liste complète des employeurs subventionnés ne contient pas de noms de grandes compagnies. Dans l'ensemble, il ne s'agit d'ailleurs pas d'employeurs privés, mais plutôt d'organismes à but non lucratif.

Par voie de communiqué, le ministre Solberg affirme que, sous le nouveau programme, les décisions relatives au financement ont été prises à la lumière de critères clairs et explicites, identiques pour tous les demandeurs. Ce n'était que les employeurs du secteur privé ayant 50 employés ou moins qui pouvaient être éligibles

à des subventions.

Le ministre rappelle que, cet été, le nouveau programme Emplois d'été Canada a créé des dizaines de milliers d'emplois «de qualité» pour les étudiants, pour un taux d'emploi étudiant le plus élevé en 16 ans.

Presse canadienne

512 pages - 38,25 \$
ISBN 978-2-7608-6223-4LIPEC Inc.
514-843-5991

Jacques CANTIN
Estelle FROMENT
Jean-Pierre NADON

MATHÉMATIQUE
003 et 004

Mathématique au collégial

En vente dans toutes les librairies
Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

SOLDES

JUSQU'À 60%

Pour Elle
277, av. Laurier O.
514-270-6154
Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

do la
UOMO

Pour Lui
Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999
5107, av. du Parc (imp. Laurier)
514-277-7558



VIVE LE QUÉBEC...



ARCHIVES LE DEVOIR



ARCHIVES LE DEVOIR



ARCHIVES LE DEVOIR

Charles de Gaulle est arrivé à Québec par bateau le 23 juillet 1967. Il a emprunté le Chemin du Roy, s'arrêtant dans les villes et villages où il reçut un accueil enthousiaste comme il n'en avait jamais vu avant.



ARCHIVES LE DEVOIR



AFP



ARCHIVES LE DEVOIR

Une foule chauffée à blanc attendait l'arrivée du général à Montréal, dans la soirée du 24 juillet. Sur le balcon de l'Hôtel de ville, de Gaulle lança «Vive le Québec libre!» à la grande surprise des dignitaires politiques.



ARCHIVES LE DEVOIR



ARCHIVES LE DEVOIR



SOURCE TÉLÉ QUÉBEC

Le général
évoquera par la suite
l'avènement
du Québec au rang
d'État souverain

Des policiers durent contenir la foule lors de la visite du général à l'Expo 67, le 25 juillet. La coopération entre la France et le Québec s'accroît ensuite, avec une visite du premier ministre Daniel Johnson à Paris.

De Gaulle voulait faire des vagues

Quatre mois après son voyage controversé, le général déclarait à Paris que la «mère patrie» entendait soutenir ses «enfants du Canada» dans leur effort d'affranchissement



SUITE DE LA PAGE 1

Empruntant le Chemin du Roy, le long du majestueux fleuve Saint-Laurent, il vit des milliers de personnes l'acclamer, sur terre et sur mer, dans les villes et villages entre Québec et Montréal. Un accueil délirant comme il n'en avait jamais reçu en France, confirma son entourage. Tout un réseau d'autobus avait été prévu pour regrouper le plus de spectateurs possible, à qui l'on avait donné des petits drapeaux du Québec et de la France, rappelle Claude Morin dans son livre *L'Art de l'impossible*.

Quand de Gaulle arriva finalement à l'Hôtel de ville de Montréal, au début de la soirée du 24 juillet, de 15 000 à 20 000 personnes (selon *Le Devoir* du 25 juillet 1967) agitaient devant lui le fleurdelisé et le tricolore. Elles brandissaient aussi des pancartes revendicatrices («Appuyez la lutte pour la libération»; «France libre, Québec libre») qui sont sûrement tombées dans l'œil du général. C'était l'époque où les Québécois, comme les Premières Nations d'aujourd'hui, aspiraient à l'autonomie et à la reconnaissance de leur caractère distinct.

Dans les pages du *Devoir* le lendemain, le jeune reporter Gilles Lesage décrivait la scène: «La foule, de plus en plus chauffée à blanc, reçut avec enthousiasme les paroles du président de la France, particulièrement lorsqu'il confia que tout le long de la route, il s'était senti dans une atmosphère semblable à celle de la libération, puis lorsqu'il lança, presque en douceur et après une pause savamment dosée: «Vive le Québec libre.» Il avait

lâché le grand mot que personne n'avait osé attendre. Ce fut une explosion de fureur.» L'allocution improvisée du général est accessible dans son intégralité sur le site de youtube.com (tapez simplement «Vive le Québec libre» dans le moteur de recherche).

Sous-ministre aux Affaires gouvernementales lors de la visite de De Gaulle, Claude Morin se trouvait derrière le général lorsqu'il entendit l'impossible. «Ma première réaction, ça été de penser à la tête qu'ils feraient à Ottawa et ça m'a bien amusé», se souvient-il. Et quelle tête ils firent! De Gaulle dut écourter son séjour au Canada, sans passer par la capitale fédérale, à la suite de ces déclarations «inacceptables», selon les mots du premier ministre Lester B. Pearson. Vue de la rivière des Outaouais, l'affaire fut dépeinte comme le jour le plus sombre dans l'histoire des relations entre la France et le Canada. «Les Canadiens sont libres. Chaque province du Canada est libre. Les Canadiens n'ont pas à être libérés», affirma M. Pearson.

Les partisans du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) et leur chef, Pierre Bourgault, n'en demandaient pas tant. René Lévesque parut pour sa part embarrassé par cette ingérence d'un chef d'État étranger dans les affaires internes du Canada et il se rangea derrière la condamnation sans appel de son chef, le libéral Jean Lesage. Le premier ministre Daniel Johnson père, sans doute le politicien le plus concerné par la déclaration, fut le dernier à y réagir avec quelques jours de décalage. À chaud, il susurra cependant à l'oreille de De Gaulle qu'il venait d'utiliser le slogan de ses adversaires politiques.

Le directeur du *Devoir*, Claude Ryan, fut l'un des premiers, après Pearson, à condamner cette déclaration à l'emporte-pièce. En se laissant «emporter par la foule», le général a formulé des propos «excessifs, voire déplacés de la part d'un chef d'État en visite au Canada», écrit M. Ryan le 26 juillet. Dans un éditorial sur le bilan de la visite, le 27 juillet, M. Ryan avança une explication tout à fait représentative de l'ambiguïté de la chose politique canado-québécoise (ou québéco-canadienne). «En fait, de Gaulle n'a très probablement pas voulu dire exactement ce qu'on lui a fait dire», écrit-il.

Le but du général

Qu'avait voulu dire de Gaulle? Les quatre petits mots du général ont généré, en 40 ans, une montagne d'explications savantes. Claude Morin fait partie de la courte liste de personnalités politiques qui peuvent encore témoigner de leur vivant de cet événement historique en compagnie d'André Patry (chef du protocole au gouvernement Johnson) et Marcel Masse

(ministre délégué à l'accueil des chefs d'État lors de l'Expo 67).

En avril 1967, M. Morin s'était rendu à Paris pour préparer la visite du président français, et il se souvient très bien d'une longue conversation avec le conseiller diplomatique du général, René de Saint-Légier, relatée dans son ouvrage *Mes premiers ministres*. «Soyez sûr que le général ne se contentera pas, au Québec, d'inaugurer des chrysanthèmes», avait dit Saint-Légier. Claude Morin s'en souvient d'autant mieux qu'il n'avait jamais entendu pareille expression auparavant. «De Gaulle voulait dire des choses significatives. Ce n'est pas un accident que cette déclaration», pense encore aujourd'hui M. Morin.

Le 27 novembre 1967, à Paris, de Gaulle précisa on ne peut plus clairement ses intentions lors d'une conférence de presse: «À Montréal, la deuxième ville française du monde [...], le déferlement de passion libératrice était tel que la France avait, en ma personne, le devoir sacré d'y répondre sans ambages et solennellement. C'est ce que je fis, en déclarant à la multitude assemblée autour de l'Hôtel de ville que: la mère patrie n'oublie pas ses enfants du Canada, qu'elle les aime, qu'elle entend les soutenir dans leur effort d'affranchissement et de progrès.» De Gaulle allait même jusqu'à évoquer l'avènement du Québec «au rang d'un État souverain, maître de son existence nationale», un an avant la naissance du Parti québécois.

Vingt-sept ans après l'onde de choc, l'ancien ministre de l'Éducation Alain Peyrefitte, envoyé au Québec par de Gaulle dans la foulée de sa visite pour consolider les liens avec la France, confirmait que «Vive le Québec libre» n'avait rien d'improvisé. Il confiait à *La Presse*, dans l'édition du 13 novembre 1994, que de Gaulle avait même été déçu «par le manque de courage et d'audace» des gouvernements Johnson et Bertrand.

Claude Morin, qui a conseillé tour à tour les premiers ministres Johnson et Jean-Jacques Bertrand, rappelle le contexte de l'époque. Treize mois avant la visite du général de Gaulle, les Québécois venaient de réélire un gouvernement de l'Union nationale. Dix ans auparavant, la province était plongée dans la Grande Noirceur, et voilà maintenant qu'elle était propulsée sur la scène internationale. «Pour bien des gens, de Gaulle en donnait plus que le client en demandant», illustre-t-il. «Je crois qu'on a utilisé au contraire tout le potentiel qu'on avait. On est allé aussi loin qu'on pouvait sans exagérer», ajoute-t-il.

Une coopération accrue

L'attachement du Québec à la personnalité de De Gaulle et, à l'inverse, la fixation du général sur le sort

de ceux qu'ils appelaient «les Français canadiens» possédaient une valeur de symbole terrifiante du point de vue d'Ottawa. De l'indépendance à la souveraineté, en passant par la souveraineté association (avec ou sans trait d'union), sans oublier le partenariat et les conditions gagnantes, la mouvance séparatiste n'est cependant pas encore arrivée à nommer son pays.

Le «Vive le Québec libre» de Charles de Gaulle a causé un sérieux refroidissement des relations entre Ottawa et Paris, en plus d'attiser la flamme sécessionniste à court terme. À long terme, c'est une autre histoire.

Selon André Patry, le général de Gaulle s'est avéré tout au plus «un instrument de l'émancipation du Québec». «C'est la France qui nous a sortis de notre isolement sur le plan international. Elle nous a introduits au monde», dit M. Patry, un figure marquante dans le développement des relations internationales du Québec. C'est à M. Patry que l'on doit notamment la théorie du prolongement international des compétences constitutionnelles de la province, épousée par Paul Gérin-Lajoie.

La coopération entre la France et le Québec avait commencé bien avant la visite du général au Canada. Elle reçut cependant «une impulsion considérable» dans les mois suivants, dit Claude Morin. De Gaulle décida notamment de changer le statut du Consulat général de France à Québec pour qu'il relève directement du ministère des Affaires étrangères, à Paris, et non plus de l'autorité de l'ambassade de France, située à Ottawa. Des accords d'échanges bilatéraux furent conclus, notamment dans le domaine de l'éducation, et l'Office franco-québécois pour la jeunesse vit le jour en 1968.

Le Québec s'est mis à recevoir des invitations pour participer à des conférences internationales sans les avoir sollicitées. La France poussait dans le dos de la communauté internationale, explique Claude Morin. «De Gaulle a vraiment permis l'émergence internationale du Québec», dit-il.

Peu avant la visite du général, le Canada se laissait bercer par une douce illusion d'unité en fêtant le 100^e anniversaire de la Confédération. La ferveur nationaliste allait passer avec l'arrivée des trois colombes à Ottawa, croyait-on chez les fédéralistes. À cet égard, la visite de Charles de Gaulle aura eu «l'effet d'un électrochoc», pour paraphraser Claude Ryan. En quelques secondes, il aura mis sur la mappemonde le contentieux entre Canadiens anglais et français. On assistait enfin à une conscience plus aiguë du problème dans chacune des communautés, avait observé le premier ministre Daniel Johnson père.

Quarante ans plus tard, ce contentieux historique est loin d'être réglé.

LE MONDE

Bijouterie
Gambard
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE
MONTRÉAL (514) 866-3876

ROLEX
Vente et service

Contre les terroristes présumés

Bush interdit officiellement la torture

Washington — George W. Bush a interdit officiellement hier l'usage de la torture contre les terroristes présumés détenus dans les prisons secrètes de la CIA, qui devront désormais respecter les Conventions de Genève.

Après avoir régulièrement affirmé que les Américains ne pratiquaient la torture nulle part, le président américain a signé hier un décret imposant à la Centrale de renseignement d'appliquer ces conventions internationales aux détenus des prisons secrètes dont il a reconnu l'existence en septembre 2006.

Le texte interdit les «traitements et punitions cruels, inhumains ou dégradants» et les «actes de violence suffisamment graves pour être considérés comme comparables au meurtre, à la torture, à la mutilation», a précisé le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow.

Il interdit aussi «les actes conscients et scandaleux de mauvais traitements personnels destinés à humilier ou à avilir l'individu d'une manière si grave qu'une personne raisonnable, compte tenu des circonstances, pourrait juger les actes comme allant au-delà des limites de la décence humaine», a ajouté M. Snow.

Enfin, le décret «interdit les actes destinés à dénigrer la religion, les pratiques religieuses ou les objets religieux des détenus», et garantit aux détenus l'accès aux «nécessités de la vie»: nourriture, eau, abri, vêtements, soins médicaux de base.

Interrogé sur le fait que cette liste n'interdisait pas de priver un détenu de sommeil, une technique très pratiquée par les Américains, un responsable de la Maison-Blanche a fait valoir que les Conventions de Genève ne l'évoquaient pas non plus. Plusieurs associations de défense des droits de l'homme ont rappelé que tous les actes mentionnés étaient déjà interdits par la loi américaine, et dénoncé le fait que le décret ne mentionne pas le «waterboarding», ou simulation de noyade, une technique que le vice-président Dick Cheney a défendue publiquement.

«Ce que nous avons ici, c'est un gouvernement qui récite un certain nombre de principes légaux et qui dit "faites-nous confiance", et c'est difficile à accepter de la part d'une administration qui refuse de renoncer au "waterboarding"», a déclaré Jennifer Daskal, de Human Rights Watch (HRW).

Et «même si vous aviez toutes les meilleures pratiques, le programme de détentions secrètes reste illégal», a ajouté Jumana Musa, d'Amnesty International.

En septembre 2006, l'armée américaine avait fixé à ses militaires des limites similaires à celles annoncées hier aux agents de la CIA. Six mois plus tôt, M. Bush avait déclaré: «Aucun Américain ne sera autorisé à torturer un autre être humain ou que ce soit dans le monde.»

Agence France-Presse



Les prisonniers palestiniens libérés ont été accueillis par leurs proches.

ELIANA APONTE REUTERS

Pour aider Mahmoud Abbas

Israël libère 256 Palestiniens

Ramallah — Soucieux de renforcer Mahmoud Abbas dans son épreuve de force avec le Hamas à Gaza, Israël a libéré hier en Cisjordanie plus de 250 prisonniers palestiniens, pour la plupart des membres de son mouvement Fatah, mais aussi quelques membres du Hamas.

Les anciens détenus ont été acheminés en autocar de la prison de Kitsiyot, dans le sud d'Israël, au siège de la présidence palestinienne à Ramallah, où Abbas les a accueillis à bras ouverts en présence d'une foule de 3000 personnes.

«Vous n'imaginez pas à quel point nous sommes heureux de vous revoir parmi nous, leur a dit le président de l'Autorité palestinienne. Mais notre bonheur est tempéré par notre désir de voir l'ensemble des 11 000 prisonniers retrouver leurs familles.»

Nombre des prisonniers libérés brandissaient des drapeaux palestiniens en descendant des autocars israéliens pour se livrer à des effusions avec leurs familles.

«Je suis très heureux, c'est pour moi un grand jour», s'est exalté Chadi Baraouchi, libéré après avoir purgé deux des cinq années de détention auxquelles il avait été condamné. «Je n'arrive pas à croire qu'il est maintenant devant moi», s'est exclamé sa mère entre deux sanglots.

Un autre ancien détenu, Mounhammad Djaradat, qui émerge de 18 ans dans les geôles israéliennes, a étreint sa mère en lui promettant: «Je ne te quitterai plus désormais, maman!»

Le premier ministre israélien Ehoud Olmert a présenté sa décision de libérer ces 256 détenus, dont la plupart n'avaient plus qu'une courte période à purger et «pas de sang israélien sur les mains», comme un geste de bonne volonté pour aider Abbas.

Israël a accepté en outre de lever l'ordre de capturer ou tuer 180 activistes, principalement des membres des Brigades des martyrs d'al-Aksa,

issues du Fatah, s'étant engagés par écrit à déposer les armes et à s'intégrer dans les forces de sécurité d'Abbas. Ces concessions israéliennes visent à aider Abbas à marginaliser le Hamas, qui s'est emparé du contrôle de Gaza le mois dernier après des violents combats qui ont vu la déroute des forces fidèles au président palestinien.

Néanmoins, quelques membres du Hamas et d'autres groupes figurent parmi les prisonniers bénéficiant de cette remise en liberté, dont Ismail Haniyeh, chef du mouvement islamiste à Gaza, s'est félicité. «Nous sommes heureux de toute libération de prisonnier palestinien», a dit Haniyeh, tout en lançant une «mise en garde contre l'instrumentalisation de ces questions» par Israël à des fins politiques.

Abbas, qui a dénoncé ce «coup d'Etat du Hamas», a limogé le gouvernement d'union nationale dirigé par le chef du Hamas à Gaza, Ismail Haniyeh, et mis sur pied en Cisjor-

danie une administration de crise désormais fermement soutenue par les États-Unis et l'Europe.

Si la partition de fait entre Gaza et la Cisjordanie semble avoir éloigné les perspectives d'établissement rapide d'un État palestinien sur ces deux territoires, le souci de l'Occident et d'Israël d'isoler le Hamas les a en effet amenés à renforcer la main d'Abbas.

«Une réalité rappelant ce qui s'est passé dans le nord ne se constituera pas à Gaza», a déclaré Olmert hier lors d'un congrès d'agriculteurs dans le nord d'Israël, en faisant allusion à la guerre de l'été dernier contre le Hezbollah libanais qui avait tiré des centaines de roquettes sur Israël.

«Je ne pense pas que la manière de gérer [la situation à Gaza] serait d'y pénétrer avec une importante force militaire», a-t-il ajouté, cité par le site Internet israélien Ynet News

Reuters

Pas de prison pour un marin

Camp Pendleton, Californie — Un officier des marines reconnu coupable d'enlèvement et de complot en vue de commettre le meurtre d'un Irakien dans la ville de Hamdania, en avril 2006, a échappé hier à une peine de prison, alors qu'il encourait, au maximum, la réclusion à perpétuité.

Le caporal Trent Thomas a été condamné par une cour martiale américaine à un renvoi pour mauvaise conduite et à une réduction de salaire. Les procureurs avaient requis une peine de 15 ans de prison assortie d'un renvoi en disgrâce et d'une réduction de salaire.

Le caporal Thomas, 25 ans, a été reconnu coupable mercredi, mais acquitté en revanche des accusations de meurtre avec préméditation, de faux et d'effraction.

Il fait partie d'un commando de huit hommes — sept marines et un

marin — inculpés l'année dernière du meurtre d'Hashim Ibrahim Awad, 52 ans, dans la ville de Hamdania, dans la province d'Anbar (ouest de Bagdad).

Selon l'accusation, la nuit du meurtre, ces hommes cherchaient à insurger présumé, mais n'ayant pu le trouver à son domicile, ils avaient interpellé la victime chez elle avant de l'abattre et de placer un fusil d'assaut et un obus près de son corps afin de la faire passer pour un militant installant une bombe. Le caporal Thomas a plaidé coupable en janvier dans le cadre d'un arrangement, avant de se rétracter un mois plus tard.

Il avait alors affirmé n'avoir fait que suivre les ordres du chef de son escadron, le sergent Lawrence Hutchins.

Associated Press

Des bombes sautent tous les jours au Pakistan

Moucharraff débordé

CÉLIA MERCIER

Les ennuis s'accumulent pour le général Moucharraff: depuis une semaine, les bombes sautent quotidiennement au Pakistan, avec près de 200 morts au total, dont la plupart sont des policiers ou des militaires. Et enfin, hier, ultime coup de théâtre, Iftikhar Chaudry, le président de la Cour suprême que le général avait destitué en mars dernier, a été réinstallé dans ses fonctions sous les vivats des opposants au gouvernement, après quatre mois de procès.

Le président de la Cour suprême, suspendu sur des accusations d'abus de pouvoir et de mauvaise conduite, avait refusé de démissionner et s'était lancé dans une bataille judiciaire contre le gouvernement.

Selon l'opposition, Moucharraff avait écarté ce juge pour des raisons politiques. Chaudry avait pris le parti des familles de «disparus», des centaines d'hommes enlevés par les services secrets pakistanais, un dossier très embarrassant pour le régime. Mais surtout, alors que les élections législatives et présidentielles doivent avoir lieu cette année, la Cour suprême, gardienne de la Constitution, tient le sort du général entre ses mains: elle doit décider si Moucharraff peut, comme il le réclame, être élu président par le Parlement actuel, où il dispose d'une majorité, avant que celui-ci ne soit renouvelé. Elle doit aussi permettre ou non au général de conserver son titre de chef de l'armée, alors qu'il est censé quitter son uniforme en 2007.

La suspension de Chaudry n'avait cependant pas eu les effets escomptés. Le juge est vite devenu le symbole d'un pouvoir judiciaire piétiné par une dictature militaire sans scrupules. Les manifestations de soutien en sa faveur ont déplacé



Pervez Moucharraff

ARCHIVES LE DEVOIR

les foules, rassemblant tous les opposants au gouvernement. Moucharraff avait déclenché une crise politique sans précédent. La décision de la Cour suprême de réinstaller son chef représente un camouflet. Mais une inculpation de Chaudry, pour des faits qui semblaient plutôt futiles, aurait déchaîné l'opposition laïque, qui a ainsi perdu sa principale cause.

Ce sont maintenant les islamistes qui se manifestent certains ont promis de venger dans le sang l'assaut début juillet de l'armée pakistanaise sur la Mosquée rouge, un bastion fanatique d'Islamabad. Plus d'une centaine d'insurgés retranchés dans cette mosquée avaient trouvé la mort au terme d'une semaine de siège. Les talibans de la zone tribale du Waziristan ont immédiatement annoncé qu'ils ne respecteraient plus les accords de paix signés avec le gouvernement en 2006, et s'attaqueraient aux militaires déployés dans leur région. Pris en tenailles, Moucharraff doit aussi affronter de vives critiques américaines, qui mettent en cause l'efficacité de sa guerre contre le terrorisme et l'accusent d'avoir laissé les talibans et al-Qaïda se reconstituer dans son pays.

Libération

Indépendance dans le cadre de l'ONU

Blocage russe sur le Kosovo

GÉRARD AZIAKOU

New York, Nations unies — Les États-Unis et leurs alliés européens ont échoué hier, en raison d'un blocage russe, à garantir une indépendance du Kosovo dans le cadre de l'ONU, et décidé de s'en remettre au Groupe de contact pour atteindre cet objectif pour la province serbe.

«Nous regrettons qu'il n'ait pas été possible d'obtenir l'adoption d'une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU», a déclaré l'ambassadeur de France, Jean-Marc de La Sablière, au nom des Occidentaux promoteurs d'un projet de texte.

«Nous suspendons donc nos discussions sur une nouvelle résolution» et «avons décidé de relancer les discussions au sein du Groupe de contact et avec les parties» sur la base des principes établis dans le projet, a-t-il ajouté. Selon un diplomate russe, une réunion du Groupe de contact est prévue le 25 juillet à Vienne. Le Groupe de contact sur le Kosovo est composé de la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Russie et les États-Unis. A la différence du Conseil de sécurité, il n'existe pas de droit de veto au sein de cette instance.

«Le peuple du Kosovo doit pouvoir avoir l'occasion de réaliser son développement politique et économique. Nous sommes déterminés à l'aider à atteindre ce but dans la pé-

riode à venir», a ajouté l'ambassadeur français. «Un accord sur le statut du Kosovo dans un temps raisonnable permettrait aussi à la Serbie de laisser derrière elle les conflits des années 1990 et de se tourner vers un avenir européen et euro-atlantique meilleur. Nous pensons qu'un accord sur le statut du Kosovo devrait être obtenu aussitôt que possible», a-t-il poursuivi.

Le Conseil de sécurité discutait depuis le début de la semaine d'un projet de résolution. La dernière mouture du texte invitait les Serbes et les séparatistes albanais à engager d'ultimes négociations pendant 120 jours sur le futur statut du Kosovo «pour déterminer si un terrain d'entente peut être trouvé». Ces négociations devaient se tenir sous l'égide du Groupe de contact sur le Kosovo et de l'Union européenne.

La Serbie et son allié russe ont rejeté à plusieurs reprises le projet de résolution discuté à l'ONU car il contenait en germe une indépendance à terme de la province serbe à majorité albanaise, ce que refuse Belgrade. Le Kosovo est sous administration provisoire de l'ONU depuis 1999, après des bombardements de l'OTAN pour faire cesser la répression des forces serbes contre la guérilla indépendantiste albanaise.

Agence France-Presse

EN BREF

Cheny, président d'un jour

Washington — Le président américain George Bush subit aujourd'hui une coloscopie de routine, ont annoncé ses services. Pendant la durée de son anesthésie, il délèguera ses pouvoirs au vice-président Dick Cheney. Le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow, a précisé que l'examen s'inscrivait dans un suivi, le président américain s'étant fait retirer des polypes avant d'arriver

au pouvoir. Un nouvel examen mené en 2002 n'en avait toutefois pas montré, mais compte tenu de l'âge, 61 ans, et des antécédents médicaux de Bush, «il y a des chances que des polypes soient découverts cette fois», a ajouté Snow. Bien que bénins, les polypes peuvent dégénérer en cancer s'ils ne sont pas soignés. L'examen sera conduit par une équipe de médecins militaires du Maryland, sous la supervision du médecin personnel de Bush, le docteur Richard Tubbs, a ajouté Tony Snow. — Reuters

Ex-dissidente soviétique

Lioudmila Alexeeva a 80 ans

Moscou — L'ancienne dissidente soviétique Lioudmila Alexeeva, l'une des rares personnes à dénoncer sans relâche l'arbitraire judiciaire et la montée de l'autoritarisme en Russie, a fêté vendredi ses 80 ans.

Le visage encadré d'un carré de cheveux blancs et barré de grosses lunettes, cette infatigable vieille dame est de toutes les batailles. Hier encore, elle a appelé l'opposition très divisée à taire ses dissensions. «Les défenseurs des droits de l'homme ont appris ce que nos politiciens ne savent pas encore faire, ne plus tirer la couverture à soi», a-t-elle lancé aux opposants politiques venus la fêter.

Les exactions en Tchétchénie, les prisonniers brutalisés, les expulsions illégales d'étrangers, les condamnations sur la base de faux témoignages: elle répond toujours présente, organise des conférences de presse, laisse son numéro de téléphone portatif aux personnes se sentant menacées.

Tout comme à l'époque de l'URSS elle aidait les familles des condamnés au goulag, collectant de l'argent, envoyant des paquets. «Lioudmila est devenue un pont entre le passé et le présent. Elle relie l'action de défense des droits de l'homme maintenant avec l'action dissidente», dit son ami Alexandre Daniel, fils de Iouli Daniel, condamné en 1966 à cinq ans de camp à l'issue du célèbre procès des écrivains Daniel et Siniavski.

«On a arrêté mes deux parents quand j'avais 17 ans et à l'époque, je voyais souvent Lioudmila Mikhaïlovna. Elle me préparait des boulettes de viande panées», raconte-t-il à l'AFP.

Cette femme douce, considérée comme une modérée parmi les défenseurs des droits de l'homme, donne un verdict sévère de la situation de la société civile depuis l'élection du président Vladimir Poutine en 2000.

«La Russie a cessé d'être un pays libre et nous devons apprendre à défendre nos droits dans une situation d'absence de liberté», disait-elle en décembre 2005 lors d'un congrès d'ONG à Moscou.

Celle qui reconnaît «sans honte» avoir pleuré en apprenant la mort de Staline en mars 1953 a vu à la même époque ses convictions s'effondrer lors des révélations du



DENIS SINYAKOV AFP

Lioudmila Alexeeva

chef de la police politique, Lavrenti Beria, sur les purges staliniennes.

La jeune professeure d'histoire de la banlieue de Moscou était issue d'une famille de communistes sincères. Son père économiste et sa mère mathématicienne «vénéraient Lénine», dit-elle. «Mon père avait son portrait sur son bureau et dans ma chambre, il avait mis le portrait de Lénine enfant.»

Mais dès 1956 son appartement devint un lieu de rencontre de l'intelligentsia moscovite et de diffusion et de conservation du samizdat, les publications clandestines des dissidents soviétiques.

Elle dénonçait les asiles psychiatriques, était en relation avec l'étranger auquel elle transmettait des informations sur les répressions politiques. A partir de 1968, elle devait subir à maintes reprises interrogatoires et perquisitions.

Lioudmila Alexeeva dut quitter l'URSS en 1977, s'exilant aux États-Unis. Elle ne revint à Moscou qu'en 1990 et n'obtint la citoyenneté russe que trois ans après.

Aux États-Unis, elle a publié en 1984 *L'Histoire de la pensée dissidente en URSS*.

Hier, devant les opposants, Mme Alexeeva a dit tenir son «optimisme» de sa lutte de dissidente dans les années 1960: «Nous étions un microcosme invisible, en lutte contre une superpuissance, l'URSS», qui semblait alors indestructible et s'est finalement effondrée en 1991.

Agence France-Presse

ACTUALITÉS

NÉO-QUÉBÉCOIS

«Le phénomène Hérouxville, avec son fameux code de conduite, ce n'est vraiment pas le genre de message qui est très positif»

SUITE DE LA PAGE 1

«Le seul moyen de le savoir, c'est si quelqu'un a la peau basané ou parle espagnol; on peut alors présumer qu'il est soit étudiant dans une langue étrangère ici, soit un touriste.» «Personnellement, j'ai rarement vu des familles venir ici de leur propre chef pour passer des vacances», ajoute-t-il.

À l'ATR de Duplessis, sur la Côte-Nord, on lance à la blague que «les seules communautés qu'on a [là-bas], ce sont des communautés montagnaises».

Les chercheurs qui tentent de décrypter le comportement des touristes observent aussi le phénomène. «Ce qu'on constate, c'est qu'à la première génération, les immigrants ont tendance à retourner dans leur pays d'origine, explique Paul Arsenault, directeur du réseau de veille de la chaire de tourisme à l'Université du Québec à Montréal. À la deuxième génération, ils vont faire venir des membres de leur famille. À la troisième génération, on aurait dû enregistrer des comportements similaires à ceux des Québécois dits «de souche», mais ce n'est pas le cas.» Il précise que le phénomène est commun à l'ensemble des communautés, qu'il s'agisse de la communauté haïtienne, grecque, chinoise ou italienne.

Une analyse en partie corroborée par Slim Daouzli, intervenant social à La Maisonnée, un centre montréalais qui offre des services d'aide et de liaison aux immigrants. «La priorité, au début, c'est évidemment de s'installer. Mais quand on en a les moyens, on peut prévoir un voyage. Le premier réflexe des immigrants, après une année ou deux, c'est de retourner en vacances au pays, pour se ressourcer. Il ne faut pas oublier que le fait d'immigrer, c'est aussi un déchirement, explique l'homme d'origine algérienne arrivé au Québec en 2002.

Problème complexe

Mis à part ce réflexe compréhensible du retour aux sources, on se perd en conjectures pour expliquer l'absence de ce multiculturalisme touristique. «Ce n'est pas dû à un facteur particulier, mais à une série de facteurs», souligne M. Arsenault. Globalement, «ils peuvent penser qu'ils ne seront pas bien accueillis en région, et pas seulement parce qu'ils subiraient possiblement une forme de ségrégation raciale».

Il explique que certains craignent en effet que leurs besoins particuliers en matière d'alimentation, d'hébergement ou d'intérêts touristiques ne soient pas pris en compte. Selon lui, cette impression demeure parce que les gens d'affaires œuvrant dans le milieu touristique font souvent preuve d'une grande «méconnaissance» des différences culturelles des diverses communautés.

«Par exemple, les forfaits vacances

familiaux sont le plus souvent conçus pour les familles de deux adultes avec deux enfants, illustre Paul Arsenault. Or les familles immigrantes, surtout des premières générations, sont souvent plus nombreuses. Les frais augmentent rapidement quand il faut louer trois chambres d'hôtel pour dormir.» Un point de vue partagé par Slim Daouzli, qui estime qu'il faudrait «repenser les forfaits touristiques parce qu'ils sont basés sur la famille québécoise type, qui a un ou peut-être deux enfants».

En fait, déplore M. Daouzli, «le tourisme ici est assez coûteux». «Est-ce qu'on cherche vraiment un tourisme de masse au Québec? Est-ce qu'on cherche un tourisme sélectif ou un tourisme populaire?», demande-t-il. À cet égard, l'Algérien d'origine tombe des nues en ce qui a trait au transport. «Ce qui m'a étonné, c'est que le train n'est pas accessible, alors qu'en Europe, c'est très populaire. Je n'ai jamais compris pourquoi, au Canada, le train est si peu utilisé et si cher», dit-il.

«Il faudra recruter davantage de touristes chez les immigrants, qui représenteront le quart de la population québécoise d'ici 10 à 15 ans»

La grande concentration de l'immigration dans la région montréalaise entre évidemment en ligne de compte. «La très vaste majorité des migrants viennent s'installer à Montréal et ils n'ont pas tendance à sortir beaucoup de la ville. Ils n'ont donc pas de réseaux de contacts, d'amis ou de famille en région», soutient Paul Arsenault.

Facteur central, facteur vital, l'alimentation pose elle aussi problème, selon le directeur du réseau de veille de la chaire de tourisme de l'UQAM. «Si on pense par exemple à la viande halal ou à la nourriture kascher, on voit tout de suite le problème, lance-t-il. En fait, même pour les Québécois de souche, ce n'est pas toujours facile de bien manger en région.» Si les restaurants de junk food pullulent, il est souvent difficile de trouver de quoi satisfaire une bonne fourchette, admet-il.

Et la question sensible: les Québécois sont-ils racistes? Pas du tout, répond-on dans les ATR. Rencontrés par *Le Devoir*, un couple de jeunes Vénézuéliens et un autre d'origine brésilienne, tous deux assoiffés de découvrir la province, ont également tenu à vanter l'accueil cordial de la population. M. Daouzli abonde dans ce sens, mais en soulignant l'aspect économique. «Lorsque vous venez en tant que touristes, vous êtes toujours bien accueillis. Il ne faut pas oublier que les touristes viennent pour dépenser de l'argent, pour consommer», explique-t-il.

Néanmoins, pour M. Arsenault, «le phénomène Hérouxville, avec son fameux code de conduite, n'a rien fait pour arranger les choses. Ce n'est vraiment pas le genre de message qui est très positif».

Menace réelle

Quels que soient les facteurs qui expliquent cette situation, Paul Arsenault prévient que l'industrie touristique québécoise risque de

perdre gros dans un avenir rapproché si on ne donne pas un sérieux coup de barre.

«C'est très inquiétant pour l'industrie parce que les immigrants devaient, au cours des prochaines années, demeurer concentrés à Montréal. Ce n'est pas une bonne nouvelle à court, à moyen et à long terme, affirme-t-il. En plus, entre 2015 et 2018, on connaîtra une perte nette d'individus au Québec. Il faudra donc absolument recruter davantage de touristes chez les gens issus de l'immigration, qui représenteront environ 25 % de la population québécoise d'ici 10 à 15 ans. Ce n'est pas uniquement un défi de l'industrie touristique, mais aussi un défi de société.»

Malgré ce constat inquiétant, généralement partagé par l'industrie, le chercheur estime que les gestes concrets se font cruellement attendre. «Je ne suis absolument pas certain que l'industrie ait compris la nécessité de composer avec cette réalité démographique. En fait, on prêche dans le désert quand on en parle. On part de très loin, lance cet homme reconnu dans le milieu pour son franc-parler. Si certains commencent à en prendre conscience, c'est de peine et de misère.»

Or, prédit-il, «quand ils vont en prendre pleine conscience, je me demande s'il ne sera pas déjà trop tard. Des entreprises vont fermer bien avant cela. Il ne faut pas oublier que, trouver le moyen de séduire une nouvelle clientèle touristique, ça ne prend pas six mois. C'est un dur travail qui prendra des années.»

En ce sens, les propos de Slim Daouzli sont révélateurs de l'ampleur de la tâche qui attend le Québec. «Je trouve qu'il n'y a pas beaucoup de choses qui sont faites pour encourager les gens à découvrir le Québec. Je dirais presque qu'on est pris en otage à Montréal. On a tout ici, tout est concentré ici. Il n'y a rien qui nous pousse à aller ailleurs, que ce soit pour s'installer ou pour visiter. Sauf, peut-être, en discutant avec des gens, par hasard.»

Gestes concrets?

Dans les ATR, les plans d'action se font aussi attendre. «Il y a de cela quelques mois, la question a été mentionnée. Maintenant, on est à revoir notre plan de marketing, qui sera mis en application au début de 2008», indique Lina Racine, de l'ATR de Charlevoix. On rencontre d'ailleurs ce type de situation un peu partout en province.

Québec veut faire sortir les immigrants de Montréal

Se disant préoccupé par l'absence remarquée des communautés culturelles quand vient la période des vacances, le ministère du Tourisme a décidé de s'attaquer au problème.

Ainsi, depuis l'été 2006, on a lancé une campagne publicitaire multilingue qui s'articule autour du thème «Québec fournisseur d'émotions depuis 1534». Le porte-parole du ministère, Michel Couturier, explique qu'on a entrepris des offensives saisonnières en achetant des pleines pages dans différents hebdomadaires et magazines lus par les membres de différentes communautés. On fait également paraître des publiportages vantant les principaux attraits touristiques de la province.

Au cours de l'été 2006, on a investi un total de

50 000 \$ en publicité. L'opération a été répétée au cours de l'hiver dernier et se poursuit cet été, toujours avec le même investissement de 50 000 \$ par saison touristique. Pour 2008, on songe également à étendre la campagne à d'autres médias et à d'autres régions. On souhaite aussi inclure les différentes associations touristiques régionales dans la démarche, afin de miser sur certains attraits régionaux susceptibles de stimuler le Québec multiculturel.

«L'objectif, c'est de les attirer en dehors de Montréal et de leur montrer les régions», résume M. Couturier. L'opération était d'autant plus nécessaire, selon lui, qu'il existe très peu de promotion touristique ciblant spécifiquement les com-

munités culturelles, en particulier dans leur langue maternelle.

Les premières cibles de cette récente initiative gouvernementale font partie de groupes ethniques qui ont «un certain historique, ici au Québec, soit de deuxième ou troisième génération», explique-t-il. Il s'agit essentiellement des Grecs, des Italiens et des Portugais.

Si ce premier pas paraît timide en regard du retard à rattraper, M. Couturier fait valoir que «pour le moment, on va aller avec cette approche». Le tout fera l'objet d'une «évaluation», souligne-t-il, pour juger de l'efficacité de l'initiative.

A. S.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«On y songe dans notre région, mais on n'a pas de plan d'attaque de prêt», avoue pour sa part Danie Béliveau, de Tourisme Cantons-de-l'Est. Avant de faire quoi que ce soit, il faut la connaître, cette clientèle, et savoir ce qui l'intéresse, ajoute-t-elle. Ça ne sert à rien de vendre des réfrigérateurs aux Esquimaux. Si les gens cherchent quelque chose en particulier, il faut savoir ce que c'est.»

Pour y parvenir, Mme Béliveau croit que «ce serait plutôt à Tourisme Québec de faire une étude pour mieux connaître cette clientèle». Ainsi, les ATR pourraient déterminer, chacune dans leur région, quels sont les produits touristiques qui sont susceptibles de séduire chaque communauté.

La documentation sur le sujet est effectivement rarissime. Il existe néanmoins une étude sur cet enjeu. Elle a été réalisée au début des années 2000 par le ministère du Tourisme. On avait ainsi constaté que la majorité des membres des communautés culturelles optaient pour des vacances dans leur pays d'origine.

Au Québec, les visites étaient de

courte durée et effectuées avec les enfants. Les régions de prédilection étaient les Laurentides, Québec et les Cantons-de-l'Est. En matière d'attraits, on recherchait surtout les parcs, les milieux urbains et le bord de l'eau.

Pour Maxime St-Laurent, de l'ATR Saguenay-Lac-Saint-Jean, le manque d'efforts consacrés à la séduction de cette clientèle peut s'expliquer en partie par le coût élevé des campagnes publicitaires qui ciblent des segments très précis de la population. «Si on prend les communautés une par une, ce n'est pas une clientèle évidente, parce que très petite, mais aussi parce qu'il n'y a pas des moyens aussi évidents de la rejoindre. En matière de coût, c'est plus facile de voir le résultat [avec la clientèle «de souche»]. Donc, les entreprises privées s'y risqueront peu, parce que c'est une entreprise de longue haleine.»

À l'instar de M. Arsenault, il prévient que des efforts supplémentaires devront toutefois être faits, et ce, rapidement. «Si on ne fait pas d'actions dans ce sens-là, on va manquer le bateau et ce sont

d'autres régions qui vont prendre de l'avance dans ce domaine», prédit-il. M. St-Laurent demeure néanmoins optimiste. «Moi, je crois que c'est une avenue intéressante parce que, dans un avenir rapproché, ces clientèles-là ne peuvent qu'augmenter. Et ces gens-là ne peuvent pas rester uniquement à Montréal.»

Le gouvernement a effectivement tout intérêt à investir un maximum d'efforts pour stimuler cette nouvelle clientèle touristique, selon Kheira Chakor, responsable de la vie communautaire à La Maisonnée. «C'est une façon très efficace de susciter chez eux un sentiment d'appartenance à leur nouveau pays, estime-t-elle. En plus, les immigrants qui arrivent ici veulent découvrir le Québec et découvrir les régions. Une fois qu'ils ont vu ce qu'il y a au Québec, ils vont se faire le porte-parole auprès de leur famille et de leurs amis qui viendront les visiter. C'est aussi pour ça qu'il faut leur faire découvrir les régions, parce que ce sont nos ambassadeurs du tourisme ailleurs dans le monde.»

Le Devoir

CHILI

La police de Toronto affirme avoir agi fermement mais de manière juste

SUITE DE LA PAGE 1

Les deux pays entretiennent des relations cordiales, partageant notamment un accord de libre-échange. Cette semaine, le premier ministre Stephen Harper a d'ailleurs rencontré Mme Bachelet lors de sa tournée sud-américaine.

Au bureau de M. MacKay, son porte-parole a indiqué en fin de journée au *Devoir* que le ministère n'avait reçu aucun mémo de la part du gouvernement chilien ou de son ambassade. «Ce n'est pas un incident diplomatique, estime André Lemay. Le gouvernement n'a absolument rien à se reprocher dans les événements. Si nous recevons cette note, nous la traiterons comme on les traite habituellement: en ouvrant un dialogue avec le gouvernement en cause. Mais ça ne se fera pas publiquement.»

Grabuge près du bus

Cette agitation a été causée par deux incidents survenus dans la foulée du tumultueux match entre les voisins chiliens et argentins, qui partagent la même passion dévorante pour le soccer. Les joueurs chiliens, qui tentaient d'atteindre pour la première fois la finale de ce tournoi des moins de 20 ans, dont les Argentins sont les champions en titre, ont été plusieurs

fois frustrés par les décisions jugées inéquitable de l'arbitre allemand Wolfgang Stark. Deux cartons rouges ont notamment été distribués au Chili, qui a perdu le match 3-0.

Dès la fin de la partie, plusieurs joueurs et entraîneurs ont foncé vers l'arbitre et ses assistants pour les engueuler. La police torontoise est intervenue, séparant les joueurs et renvoyant tout le monde au vestiaire. L'arbitre a été la cible de plusieurs projectiles avant qu'il ne quitte le terrain.

C'est plus tard, près de l'autobus des joueurs chiliens, que les choses se sont gâtées. Entre les médias chiliens, la police de Toronto, les agences de presse et la délégation chilienne, plusieurs versions différentes circulaient hier, mais toutes rapportaient une échauffourée entre la police et les Chiliens.

Il semble qu'un partisan argentin aurait inculpé un membre de la délégation perdante, que les esprits se sont rapidement échauffés et que la police est intervenue plutôt brutalement. Chose sûre, plusieurs joueurs ont été blessés, des coups ont été portés, du poivre de Cayenne et des gaz lacrymogènes ont été utilisés et l'autobus a été saccagé par les joueurs. Un policier a aussi utilisé un «Taser gun» (pistolet à décharge électrique) pour neutraliser le jeune Isaias Perralta. Résultat: au moins neuf joueurs ont été menottés,

et toute la délégation a été retenue à l'intérieur du stade jusque vers une heure du matin. Aucune accusation n'a toutefois été portée.

Hier matin, la police de Toronto s'est défendue d'avoir agi trop durement. «L'équipe chilienne était mécontente des décisions de l'arbitre, a expliqué par communiqué William Blair, chef des troupes responsables de la sécurité sur le site. Mes officiers ont donc d'abord été obligés d'intervenir pour protéger les arbitres.»

«Ensuite, continue le chef Blair, nous sommes intervenus pour séparer un partisan de l'équipe argentine et un membre de l'équipe chilienne. C'est alors que plusieurs joueurs ont eu un comportement agressif envers mes officiers.» Selon lui, le travail des policiers «a été de répondre fermement, mais d'une manière juste, pour mettre fin à cette violence». Il a indiqué que des changements seront apportés à la sécurité pour les deux derniers matchs du tournoi demain (la finale entre les Tchèques et les Argentins, la consolation entre l'Autriche et le Chili).

Pour le président de la FIFA, Sepp Blatter, les événements de jeudi ont laissé une «tache» sur un tournoi autrement réussi — le Canada a battu le record d'affluence du U-20. Il a indiqué en conférence de presse qu'il prendrait les «mesures adéquates» pour élucider l'affaire. «Ce sont des événements regrettables [ceux sur le terrain]

qui seront traités par notre comité de discipline. La FIFA a offert ses excuses au maire de Toronto.» Concernant ce qui s'est passé près du bus, il a mentionné qu'il fallait «entendre les versions des deux côtés» avant de juger.

Des excuses

Le président de la Fédération chilienne de soccer, Harold Mayne-Nicholls, a de son côté offert les excuses de son pays pour «le comportement d'un joueur» à la fin du match. Mais les événements qui ont suivi «ne peuvent être acceptés», a-t-il mentionné depuis Toronto. «Notre gouvernement va déposer une plainte officielle, et on verra ce que l'enquête dira. Mais jamais nous n'avons mérité un tel traitement.»

À Santiago, quelques manifestants se sont réunis près de l'ambassade canadienne hier. Un supporter chilien tenait une pancarte traitant le Canada de pays «raciste». Ironiquement, la semaine dernière, l'entraîneur de l'équipe nigériane défaite par le Chili à Montréal avait étonné les journalistes en lançant que l'arbitre avait pris des décisions basées sur le racisme... en faveur du Chili cette fois.

Le Devoir
Avec Canadian Press, La Nación
et El Mercurio

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390